



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Le Havre: Seine Capital investit 4 M€ dans le groupe Renaissance (Gazette de Normandie)
- SysFarm : près d'un million de tonnes de CO₂ évitées (Normandinamik)
- Orange : une nouvelle directrice en Normandie (Normandinamik)
- Pourquoi les salariés de Siemens Gamesa au Havre ont-ils installé un piquet de grève devant leur usine ? (Paris Normandie)

Sécurité

- REPORTAGE. Municipales 2026 : en un mandat, cette petite ville normande est passée de zéro à 360 caméras de surveillance (Ouest France)
- Le Havre. Aller à la rencontre des métiers de la police : le commissariat ouvre ses portes au public le temps d'un après-midi (Courrier Cauchois)
- Près de Rouen, les gendarmes préparent les aînés aux dangers et ils ont de très bons conseils (76 actu)
- Des fusils et pistolets anti-drones bientôt utilisés aux abords de l'aéroport de Boos (Paris Normandie)
- Vol de fret près du Havre : 55 000 € de parfum dérobés, quatre hommes poursuivis (Paris Normandie)

Nucléaire

- Centrale nucléaire de Paluel : 370 jours d'arrêt à venir (Paris Normandie)

Éolien

- Le Parc éolien en mer de Fécamp présente les chiffres de sa première année pleine d'exploitation (Paris Normandie)

Violences dans les écoles lasalliennes

- Violences dans les écoles lasalliennes : en un mois, 165 victimes ont été recensées, dont 28 à Rouen (France Bleu)
- "À Rouen, il y a probablement eu entre 500 et 1 000 victimes sur 50 ans" : le collectif des victimes des Lasalliens révèle de nouveaux témoignages (France 3)
- "On enterre tout cela au plus profond de sa mémoire" : agressée et violée, une nouvelle victime de l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen, témoigne (France 3)
- « J'ai protesté, il a continué » : les témoignages glaçants affluent contre l'école de La Salle à Rouen (76 actu)
- Scandale dans l'école de La Salle à Rouen : l'avocat de la Congrégation répond à nos questions (76 actu)

Collectivités locales et équipements publics

- Port-Jérôme-sur-Seine. Chantier de la conduite d'eau industrielle : le microtunnelier a achevé le forage (Courrier Cauchois)
- Denis Magnan transforme la friche de la sucrerie de Colleville en un incroyable espace créatif (Paris Normandie)

Social et société

- "Là, on me rajoute un handicap", le calvaire d'un homme en fauteuil roulant, privé d'ascenseur dans son immeuble (France 3)
- « Je ne passerai pas un autre hiver comme ça » : à Rouen, sept appartements privés du gaz depuis octobre (Paris Normandie)

Politique

- Rouen. "Ça nous apprend aussi à débattre" : près de 80 jeunes en service civique jouent les candidats aux élections municipales (Tendance ouest)
- Municipales 2026 : Beauvais,Draguignan, Fécamp... Ces villes où le PS et LFI sont alliés dès le premier tour (RTL)
- Seine-Maritime. Elections municipales : près de 1 000 listes recensées dans le département (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026 : près de 1.000 listes déposées en Seine-Maritime et 750 dans l'Eure (France Bleu)
- Municipales 2026 en Seine-Maritime et dans l'Eure : listes, candidats, place des femmes... On fait le point (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Il y aura bien des candidats dans les 707 communes de Seine-Maritime (Tendance Ouest)
- Municipales 2026 : au Havre, Edouard Philippe joue son avenir national (France Bleu)
- Municipales 2026 à Rouen : la majorité sortante présente une liste renouvelée, plusieurs adjoints sur le départ (France Bleu)
- Élections municipales. Professions de foi des candidats et bulletins de vote : "On s'y prépare depuis longtemps" (France 3)
- Municipales 2026. Sport, alimentation... Comment les candidats du Havre tiennent le rythme de la campagne (76 actu)
- Municipales 2026. De Facebook à TikTok, la campagne à Rouen et au Havre se fait aussi sur les réseaux sociaux (76actu)
- Municipales 2026 au Havre. Santé : que proposent les candidats pour attirer les médecins ? (76 actu)
- À Montville, André Martin, un visionnaire, « un homme de bien » et une devise : « Faire face » (76actu)
- Municipales 2026 à Rouen. Avec 55 % de petits nouveaux, qui sont les colistiers de Nicolas Mayer-Rossignol ? (76actu)
- Sécurité : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe (Paris Normandie)
- Sécurité : les propositions des candidats aux municipales à Neufchâtel-en-Bray (Paris Normandie)
- Municipales 2026 au Havre. Les propositions des sept candidats sur le thème de la santé (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : le logement parmi les préoccupations des électeurs à Dieppe (Paris Normandie)

- Emploi : les propositions des candidats aux municipales à Yvetot (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : dans cette commune près d'Elbeuf, le manque de médecins est un enjeu (Paris Normandie)
- Municipales 2026 à Le Bocasse. Xavier Bertram, maire sortant, se lance dans la course (Paris Normandie)
- Sylvain Bulard a « encore la niaque » et tente un 5e mandat à Blacqueville (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : à St-Pierre-de-Varengeville, le premier adjoint se présente pour « agir collectivement » (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Yquebeuf, le maire sortant Georges Molmy se représente pour un dernier mandat (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Eslettes, près de Rouen, le maire Roland Guéville brigue un second mandat (Paris Normandie)
- À Sassetot-le-Mauconduit, Éric Scarano veut continuer à être un maire fidèle à l'écoute et au service public (Paris Normandie)

Santé

- CHU de Rouen : Première nationale avec le robot chirurgical Maestro de Moon Surgical (Gazette de Normandie)

Justice

- Un employé de la ville de Rouen condamné à quatorze ans de réclusion en appel pour complicité dans le génocide des Tutsi (Ouest France)
- Un agent de la ville de Rouen condamné en appel à 14 ans de prison pour complicité dans le génocide des Tutsi (France 3)
- L'agent de la Ville de Rouen accusé de complicité de génocide au Rwanda condamné en appel (Paris Normandie)

Guerre au Moyen-Orient

- Guerre au Moyen-Orient : la directrice d'une école de Rouen coincée à Dubaï avec ses enfants (France Bleu)

Acteurs publics

- Bercy mise sur l'anticipation pour mener à bien la réforme de la facturation électronique
- 83 % des Français font davantage confiance aux collectivités locales qu'à l'État pour l'organisation des services publics au niveau local

Le Havre: Seine Capital investit 4 M€ dans le groupe Renaissance

Par L.R

~4 minutes

En bref

Le fonds d'investissement Seine Capital, dédié au développement des PME régionales, annonce une prise de participation minoritaire de 4 millions d'euros au capital de Renaissance.



© DR

Publié le 27 février 2026 - Mis à jour le 27 février 2026

Basé au Havre et actif en Île-de-France, Normandie et Nouvelle-Aquitaine, le spécialiste de la dépendance franchit ainsi une étape clé. Pour Jérôme Corbineau et Lionel Chapon, fondateurs de Renaissance, cet adossement est une reconnaissance : « *Nous sommes ravis d'accueillir Seine Capital et remercions Bpifrance pour son soutien renouvelé. Cet investissement récompense le travail de nos équipes et ouvre une nouvelle phase de croissance* », précisent-ils.

L'innovation au service du bien-être : la méthode HMBE

Concrètement, l'opération vise à porter un modèle d'excellence opérationnelle et éthique. Le groupe se distingue par ses établissements à taille humaine et sa méthode propriétaire « *Habiter Manger Bouger Exister* » (HMBE). Ce levier de

capitalisation va permettre, selon les fondateurs, de « *perfectionner le déploiement de notre méthodologie au sein de nos établissements* ». L'investissement financera notamment l'acquisition d'une cuisine centrale, l'optimisation de logiciels internes et la construction de deux Résidences Services Seniors (RSS) pour adapter l'approche HMBE à des résidents moins dépendants.

Une vision commune face au défi démographique

Pour les associés de Seine Capital, ce partenariat repose sur une conviction profonde : « *Nous sommes fiers d'accompagner Renaissance, convaincus par la qualité des équipes et la pertinence de soutenir un opérateur de confiance, pleinement engagé en faveur du bien-être des personnes âgées dans un contexte de vieillissement de la population française.* » Le groupe, qui prévoit un chiffre d'affaires de 15 M€ en 2025, entend également saisir des opportunités de croissance externe, avec un projet déjà identifié en Normandie.

L'opération marque également la fidélité de Bpifrance, partenaire du groupe depuis ses débuts en 2011. Ménelé Chesnot, Directeur Régional Adjoint Île-de-France chez Bpifrance, réaffirme cet engagement : « *Nous renouvelons notre confiance à Renaissance, persuadés de la capacité de ses équipes à mener à bien ce nouveau projet de développement dans un secteur porteur d'enjeux sociétaux majeurs.* ». Tandis que les fondateurs conservent la majorité du capital, cette synergie entre acteurs financiers et opérationnels garantit une expansion mesurée, toujours attentive à la qualité des soins et au respect des familles.

SysFarm : près d'un million de tonnes de CO₂ évitées - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

~3 minutes

SysFarm, entreprise pionnière dans la mesure carbone agricole, accompagne la transition climatique du secteur agricole en créant un lien concret entre les entreprises et les agriculteurs.

A l'occasion du Salon International de l'Agriculture 2026, l'entreprise normande SysFarm vient d'annoncer avoir permis à ses clients d'éviter près d'un million de tonnes de CO₂. Afin de présenter ses résultats, elle y a animé une conférence intitulée « Réussir la transition agricole : l'alliance inédite entre mesure, finance et distribution » et proposé un retour d'expérience aux côtés d'Océalia (une coopérative agricole), Miimosa (un financeur) et la Coopérative U.

« Grâce aux crédits carbone agricoles, les entreprises peuvent soutenir directement des agriculteurs qui s'engagent dans des pratiques d'agriculture régénératrice (couverture des sols, réduction des engrais, diversification des cultures...), tout en contribuant à la réduction des émissions de CO₂ », expliquent les responsables de SysFarm.

Depuis 2020, malgré les défis du secteur agricole, les projets accompagnés par SysFarm ont permis de réduire ou de stocker 986 000 tonnes d'émissions de CO₂ et d'engager 300 000 hectares dans une transition agroécologique.

« Notre mission est simple : fournir aux entreprises des moyens concrets d'agir pour le climat, tout en offrant aux agriculteurs les outils et le financement pour transformer leurs pratiques », explique Antoine Gilbert président de SysFarm. « Le crédit carbone devient ainsi un levier stratégique pour accélérer la transition agricole et construire des filières plus durables ».

SysFarm structure l'ensemble de la chaîne : de la mesure précise du carbone à la mise en relation avec les financeurs, en passant par l'accompagnement des projets sur le terrain. L'entreprise se positionne comme un acteur clé de la transition agricole,

permettant aux entreprises de contribuer efficacement à des projets concrets, locaux et mesurables et enregistré au Label bas carbone.

Aujourd'hui, 79 structures agricoles (coopératives, négoces, agroalimentaire...) comme NatUp, Eureden ou Océalia utilisent ScopeFarm, le logiciel développé par SysFarm qui permet de mesurer et piloter l'impact carbone des productions agricoles.

Orange : une nouvelle directrice en Normandie - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

~2 minutes

Béatrice de Lagrevol vient d'être nommée directrice Orange Normandie-Centre. À compter du 1er mars, elle prendra en charge le pilotage des activités d'Orange en Normandie et en Centre-Val de Loire afin de renforcer le rôle de l'opérateur sur ces territoires.

Après avoir débuté sa carrière dans la grande distribution et rejoint Orange en 1998, Béatrice de Lagrevol a œuvré dans le management opérationnel du groupe et a, par exemple, contribué à la création de la première université interne avant de s'orienter vers les aspects de ressources humaines (SoftAtHome, co-entreprise Orange, Thomson et Sagem). Elle a également piloté les projets de transformation et d'accompagnement des clients Orange migrant vers la fibre optique, contribuant ainsi à l'évolution de l'entreprise dans l'univers du numérique.

Depuis 2024, Béatrice de Lagrevol a dirigé la direction Gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP) Emploi-Rémunération au sein de la DRH Groupe Orange. Elle a également joué un rôle clé dans les négociations sociales stratégiques, le pilotage financier des fonds d'épargne salariale, la politique Santé et Prévoyance, ainsi que dans la gestion de dossiers complexes tels que le plan de sauvegarde de l'emploi d'Orange Bank.

Pourquoi les salariés de Siemens Gamesa au Havre ont-ils installé un piquet de grève devant leur usine ?

Romain Huynh

5-6 minutes

Une partie des salariés de Siemens Gamesa, au Havre, débraye depuis mercredi 25 février 2026. Un piquet de grève a été installé devant l'usine vendredi 27 février à l'aube. En cause, des problèmes de paie récurrents et une « pression managériale » dénoncée par les représentants du personnel.



Les salariés de Siemens Gamesa sont en grève depuis mercredi 25 février 2026. - Romain Huynh/Paris Normandie



Publié: 27 Février 2026 à 14h52 Temps de lecture: 1 min

Une partie des salariés du site [Siemens Gamesa](#) du Havre, qui produit des pales d'éoliennes, est en grève depuis mercredi 25 février 2026 à 18 h. Un mouvement qui a pris une autre tournure vendredi 27 février, à l'aube, avec l'installation d'un piquet de grève devant l'usine.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le débrayage, initié par la CGT, concerne selon le syndicat

« environ 60 % des effectifs », sur un site qui compte un millier de salariés. Les représentants du personnel portent une série de revendications, au premier rang desquelles la régularisation de problèmes de paie récurrents qui, selon Clément Broudic, délégué syndical, sont liés à un changement de prestataire. « *Il y a de nombreuses erreurs, qui coûtent de l'argent aux salariés*, affirme-t-il. *Des collègues non imposables, qui ne doivent donc avoir aucun prélèvement à la source, se retrouvent avec des prélèvements de 13 %. D'autres, malades, se retrouvent sans paie parce que les attestations employeurs ne sont pas envoyées à la CPAM...* »



Les revendications des salariés portent notamment sur les salaires, le management et la reconnaissance de postes spécifiques. -
Romain Huynh/Paris Normandie

Revaloriser des postes spécifiques

Par ailleurs, le représentant syndical évoque des « *sanctions disciplinaires injustifiées* », dont le syndicat réclame aujourd'hui qu'elles soient levées. « *Il y a une pression managériale croissante, que nous avons fait remonter plusieurs fois à la direction de l'entreprise. Par exemple, une collègue qui finissait son quart du matin à 13 h 30 a pris un rendez-vous médical dans l'après-midi. Il lui a été demandé d'assister à une réunion en heures supplémentaires, ce qu'elle ne pouvait pas faire. Elle a produit un justificatif médical, ce qui ne l'a pas empêchée d'être sanctionnée.* » Parmi ses revendications, la CGT demande que soient levées dix sanctions disciplinaires.

Enfin, une vingtaine de salariés du département logistique effectuent, selon le syndicat, des tâches qui relèvent de la production, avec une exposition à des risques spécifiques comme la manipulation de produits chimiques. Les représentants du

personnel demandent donc que ces postes soient mieux reconnus, et revalorisés sur le plan salarial.

Contactée, la direction de l'entreprise indique qu'elle entretient « *des échanges étroits avec les représentants du personnel* » et que des discussions sont en cours sur tous les sujets évoqués plus haut, dans la matinée du vendredi 27 février. « *On va faire de notre mieux pour trouver un accord qui convienne à toutes les parties* », ajoute un responsable. De son côté, la CGT indique qu'elle est prête à reconduire la grève tant que cela sera nécessaire.

Lire aussi

[Football – Ligue 1 : oui, le HAC a fait plus qu'exister face au Paris SG](#)

[Le Havre. Léonie Pernet prête à envoûter le Tetris de ses sonorités pop et électro](#)

[« En Normandie, plus personne n'ose l'affronter » : Sharel Kamgang championne de France de muay thai et K1](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\).](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Football – Ligue 1 : oui, le HAC a fait plus qu'exister face au Paris SG](#)



REPORTAGE. Municipales 2026 : en un mandat, cette petite ville normande est passée de zéro à 360 caméras de surveillance

Nicolas Denoyelle

14-18 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

En trois ans, le nombre de caméras dans l'espace public a été multiplié par dix en France et les communes s'équipent de plus en plus. Aujourd'hui, plus de 6 000 communes ont recours à la vidéosurveillance et le sujet est régulièrement abordé en pleine campagne pour les élections municipales de mars 2026. La Normandie n'est pas une exception. Barentin, en Seine-Maritime, est même la commune la plus filmée avec une caméra pour 33 habitants en cet hiver 2026.

Barentin (Seine-Maritime), mardi 24 février 2026. Pour une fois en ce mois de février, la pluie a laissé place aux éclaircies.

À une vingtaine de minutes au nord de Rouen, la petite ville, reconnue cité d'arts, compte un peu plus de 12 000 habitants... et plus de 360 caméras dans l'espace public. [Un sujet récurrent en cette période électorale.](#)



La newsletter de votre commune

Recevez l'actu quotidienne de votre commune et les résultats des Municipales

Votre e-mail, avec votre consentement, est utilisé par Ouest-France pour recevoir notre newsletter. [En savoir plus.](#)

[Son maire, Christophe Bouillon](#), a quitté les instances nationales du Parti socialiste en 2021 au moment des accords avec La France insoumise. Il se représente sous l'étiquette divers gauche, après un mandat où il a notamment déployé la vidéoprotection, qui n'existait

pas dans sa ville.

«En début de mandat, nous avons investi dans des tableaux électriques pour les écoles et il fallait éviter les vols, d'où ces caméras installées au niveau des écoles.»

« L'effet plumeau »

Et pour le reste des caméras ? «C'est ce que j'appelle l'effet plumeau, explique le député Les Républicains (LR) de la Manche, Philippe Gosselin . La poussière se déplace, mais elle n'est pas aspirée, donc elle se pose un peu plus loin.»

Lire aussi : [« Ce sont surtout des incivilités » : la vidéoprotection gagne du terrain dans la Manche, un département rural](#)

L'élu LR a été co-rapporteur en avril 2023 d'une étude sur la vidéoprotection, pour la commission des lois. Son analyse, c'est que lorsqu'un secteur est équipé de vidéosurveillance, bien souvent les incivilités se déplacent un peu plus loin, là où il n'y a pas de caméra.

Il est plutôt favorable à leur développement dans l'espace public. «Aujourd'hui, gauche, droite, on voit bien qu'il n'y a plus vraiment de sujet tant les habitants en ont marre des incivilités et des vols.»

Mais après avoir siégé pendant plusieurs années à la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés), il préconise un encadrement strict.

Des images conservées un mois

À Barentin, par exemple, il n'y a pas d'écrans avec quelqu'un qui surveille ce qui est filmé en direct, même si le maire n'écarte pas un jour cette hypothèse. Dans la commune normande, ce qui est filmé est enregistré et conservé pendant un mois avant d'être effacé.





Dans plusieurs endroits de la ville de Barentin (Seine-Maritime), le promeneur est prévenu via des panneaux : "Ville placée sous vidéoprotection." | OUEST-FRANCE

Pendant ce délai, les forces de l'ordre peuvent être amenées à visualiser les images, mais seulement dans le cadre d'une enquête et sur réquisition du procureur de la république.

Un des sujets désormais c'est l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA). «La reconnaissance faciale utilisée, par exemple, en Chine, n'est pas autorisée en France, précise Philippe Gosselin. En revanche, depuis les Jeux olympiques de Paris, l'IA est expérimentée pour détecter des comportements suspects.» C'est le cas à Barentin, ça l'est aussi dans certains magasins pour lutter contre le vol à l'étalage.

Davantage de lumière la nuit

Face au maire sortant de Barentin, Frédéric Hourmant, ancien gendarme, se présente sans étiquette. Difficile pour lui de critiquer le nombre de caméras, donc il attaque sur deux autres fronts : plus de policiers municipaux et davantage de lumière la nuit. Les lampadaires de la commune sont en effet éteints de minuit à 4 h. Un sujet qui alimente les débats dans bien des villes.

Quoi qu'il en soit, quand on parcourt les rues de cette ville moyenne normande, on ne peut écarter ce sentiment d'être observé, tant les caméras sont nombreuses et visibles.

Efficaces ou pas les caméras ?

Outre la question des libertés, qui fait tout de même souvent débat, des interrogations demeurent sur leur efficacité. Le rapport pour la commission des lois préconisait d'ailleurs la réalisation d'une étude sur l'efficacité de ces caméras, ce qui, à notre connaissance, n'a pas été réalisé.

À Barentin, la mairie constate «zéro intrusion dans des bâtiments municipaux depuis l'installation des caméras et un taux d'élucidation des vols et dégradations de plus de 40 %».

À nuancer, selon une étude commanditée par le Centre de recherche de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (CREOGN), conduite de mars à août 2021, au sein de la Direction ordre public et sécurité de Grenoble-Alpes Métropole en collaboration avec le Groupement de gendarmerie départementale de l'Isère.

Son objectif ? Mesurer la capacité de la vidéoprotection à apporter des indices ou des preuves permettant d'élucider des enquêtes judiciaires.

Lire aussi : [Le préfet de la Manche alloue 500 000 € pour la vidéoprotection en 2026 : « Je compte sur les futurs élus municipaux »](#)

Selon les conclusions de cette étude menée sur 2 000 affaires judiciaires, s'il «est avéré que cette technologie contribue au travail d'investigation», son utilité apparaît moins probante.

L'étude montre en effet que la vidéoprotection n'est pas privilégiée par les enquêteurs dans leurs investigations pour plusieurs raisons : «Faible espoir de découverte de faits ; temps d'investigation élevé ; méconnaissance de l'équipement disponible ; priorisation des enquêtes, difficultés d'exploitation de la donnée, etc.»

Une enquête pour cambriolage sur dix résolue

«On constate, à la fois qu'en volume et en proportion, la découverte d'indices et de preuves dans les enregistrements de vidéoprotection publics s'avère finalement assez exceptionnelle», conclut l'étude.

Tout en apportant une nuance. «Les résultats obtenus mettent néanmoins en lumière des circonstances dans lesquelles le bénéfice de la vidéoprotection peut se révéler plus favorable», en cas de partenariat étroit entre les forces de l'ordre et le responsable du réseau (mairie ou autres).

«Ils indiquent également que certaines infractions, qui connaissent des taux de résolutions très bas, sont les plus à même de bénéficier de la contribution de la vidéoprotection publique (tels que les cambriolages dont une enquête élucidée sur dix a bénéficié d'une telle contribution).»

Selon un rapport de la Cnil de 2021, dans bien des cas, [les forces de l'ordre incitent les communes](#) à investir dans ces matériels.

Le Havre. Aller à la rencontre des métiers de la police : le commissariat ouvre ses portes au public le temps d'un après-midi

Luc Gallais

2-3 minutes

Enquêteurs, gardiens de la paix, maîtres-chiens, pilotes de drones, officiers et commissaire... L'occasion est rare pour se plonger dans les coulisses de ce service public essentiel en matière de sécurité.

Susciter des vocations

L'hôtel de police du Havre va ouvrir ses portes au public ce mercredi 4 mars, de 14 heures à 17h30, au commissariat principal situé au 196 du boulevard de Strasbourg. Les visiteurs pourront découvrir la diversité des métiers : intervention, investigation, cynotechnie, télépilotage de drones, sécurité des transports, etc. Objectif clairement affiché : susciter des vocations. *"C'est l'occasion de découvrir les différents métiers de la police nationale, leurs missions et leurs spécificités, d'échanger avec des professionnels qui présenteront leur parcours et leur quotidien, de s'informer sur les modalités de recrutement, les concours et les perspectives de carrière"*, explique la police nationale.

Recrutement en cours de policiers adjoints

Par ailleurs, une campagne recrutement des policiers adjoints se poursuit, les inscriptions sont ouvertes jusqu'au lundi 16 mars. Des postes sont à pourvoir notamment à Bolbec, Lillebonne, Fécamp, mais aussi Le Havre, Rouen ou encore Dieppe. *"Ces agents, en soutien des gardiens de la paix, participent activement à la sécurité publique : patrouilles de terrain, interpellations, opérations anti-criminalité, mais aussi accueil et information du public dans les commissariats"*, explique la police nationale. Ce recrutement s'adresse aux jeunes âgés entre 18 et 30 ans, sans condition de diplôme. A noter que les candidats sélectionnés signeront un contrat de 3 ans (renouvelable une fois) et bénéficieront d'une formation rémunérée de quatre mois en école de police. Le salaire

mensuel atteint en moyenne 1 528€ nets dès l'entrée en formation.

[Les inscriptions s'opèrent depuis le site officiel de la Police nationale.](#)

Plus d'informations sur : dipn76-lehavre-portes-ouvertes@interieur.gouv.fr

Près de Rouen, les gendarmes préparent les aînés aux dangers et ils ont de très bons conseils

6-7 minutes

La brigade de protection des aînés de la Seine-Maritime a organisé une session de prévention à Morgny-la-Pommeraye, le 10 février, pour rappeler quelques conseils de prudence.

Sur le même thème

[Gendarmerie](#)

[Seniors](#)

Article réservé aux abonnés



Les gendarmes ont apporté quelques conseils aux aînés pour éviter qu'ils ne soient victimes de personnes malintentionnées.

©Isabelle VILLY

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 28 févr. 2026 à 13h36

Ambiance studieuse, mais non sans bonne humeur, mardi 10 février 2026, au Panier de la Pommeraye, le commerce multiservices de la commune de [Morgny-la-Pommeraye](#). La brigade de protection des aînés de la Seine-Maritime avait en effet **envoyé deux gendarmes pour une séance de prévention** à destination des aînés, pour leur permettre de faire face aux

manœuvres frauduleuses, cambriolages et autres pratiques délictuelles. C'est l'association Le Café des Champs qui a souhaité cette information aux adhérents, afin que chacun fasse preuve de vigilance. Et comme le dit l'expression : « **Un homme averti en vaut deux** ».

Une trentaine de personnes présentes

Une trentaine de personnes ont ainsi écouté avec attention les conseils distillés par les gendarmes, n'hésitant d'ailleurs pas à poser des questions et même partager leur propre expérience. **Ne jamais laisser entrer personne chez soi, demander des cartes professionnelles** en cas de doute lors du démarchage à domicile, **ne pas laisser ses portes et barrières ouvertes** même en cas de courte absence du domicile, privilégier les distributeurs d'argent automatique se trouvant dans des agences bancaires pour retirer de l'argent plutôt que ceux situés sur la voie publique, ne surtout jamais donner ses codes secrets bancaires, ne pas laisser le courrier s'entasser dans la boîte aux lettres si vous partez en vacances...

Il serait évidemment fastidieux de dresser une liste exhaustive des règles de prudence à observer, mais en tous les cas, il faut être vigilant, et donc, on le répète, ne pas laisser entrer d'inconnus chez soi s'ils n'ont pas prévenu au préalable de leur venue, en prenant par exemple un rendez-vous : une fois qu'ils sont à l'intérieur, c'est généralement trop tard. Ils sauront en effet comment vous attendrir et ce n'est qu'une fois partis que vous vous aviserez qu'un vol a été commis chez vous, portant généralement sur des bijoux ou de l'argent.

Attention aux faux gendarmes, policiers, agents des eaux...

Les auteurs de délits ne manquent en effet pas de ressources **et trouvent toujours de nouvelles idées** pour susciter la confiance de leurs victimes et parfois s'introduire chez eux, une fois leur confiance endormie. Attention, ainsi, aux faux gendarmes, policiers, agents des eaux ou de l'électricité... Là encore, la liste est longue et le gendarme intervenant a livré une petite astuce à son auditoire : « Si vous demandez une carte professionnelle à un gendarme par exemple, faites-la tomber au sol : les vraies cartes sont fabriquées en polycarbonate et produisent un certain bruit quand elles tombent », a ainsi fait valoir l'intervenant, joignant le geste à la parole pour que chacun s'imprègne du bruit caractéristique.

Ne jamais oublier non plus que les voleurs font du repérage dans les communes et peuvent déterminer à quelques indices si oui ou

non vous êtes chez vous. Là encore, ne laissez rien ouvert si vous devez vous absenter, ne laissez pas non plus traîner une échelle près de votre maison : des conseils qui peuvent sembler évidents, et qui pourtant, ne sont pas toujours respectés, comme celui, pourtant bien connu de ne pas laisser de clés sous un paillason ou dans un pot de fleurs ! Un classique !

Appelez le 17 en cas d'urgence

« **Ne gardez pas trop d'argent en espèces chez vous** et ne laissez pas vos clés de voitures, dans l'entrée, chez vous », a prévenu le gendarme, indiquant que si des voleurs s'introduisent chez vous, la nuit, tandis que vous dormez, il aura ainsi beau jeu de subtiliser les clés pour partir avec votre voiture. « Si vous dormez et que vous entendez du bruit : ne sortez pas de votre chambre ! Mais téléphonez immédiatement à la gendarmerie (17) avec votre smartphone », a conseillé l'intervenant.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Une des personnes présentes a émis l'idée, à ce moment, d'activer le bouton du dispositif Présence Verte : une idée saluée par le gendarme, qui a trouvé que c'était judicieux.

Systèmes d'alarme, chaînes de porte...

En plus des attitudes de bon sens et de prudence, il existe également des moyens pour s'assurer une bonne tranquillité chez soi : ainsi, les systèmes d'alarme peuvent être une solution, mais on peut aussi installer des dispositifs plus simples comme les chaînettes de portes pour dissuader les intrus d'entrer dans le domicile.

Des solutions existent aussi **s'agissant de l'éclairage et les détecteurs de présence**, à l'extérieur. Mais en tous les cas, rien ne remplacera la vigilance et celle-ci peut même désormais se traduire dans tout un quartier, grâce à des dispositifs comme Voisins Vigilants ® : une façon pour chacun de veiller les uns sur les autres et d'alerter les gendarmes ou la police, quand des choses inhabituelles se produisent dans une commune.

En cas de cambriolage, d'intrusion à votre domicile, de doute sur des démarcheurs... composez le 17.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en

Des fusils et pistolets anti-drones bientôt utilisés aux abords de l'aéroport de Boos

Cécile Frangne

~4 minutes

Dans un arrêté publié vendredi 27 février 2026, la préfecture de la Seine-Maritime a autorisé l'utilisation des dispositifs de brouillage anti-drones aux abords de l'aéroport Rouen Vallée de Seine à Boos.



Publié: 27 Février 2026 à 20h15 Temps de lecture: 1 min

Des dispositifs de brouillage pour protéger l'aéroport Rouen Vallée de Seine d'éventuels drones : dans un [arrêté](#) publié vendredi 27 février 2026, la préfecture de la Seine-Maritime a autorisé l'utilisation par le groupement de la compagnie de gendarmerie des transports aériens de fusils et de pistolets anti-drones dans le périmètre géographique de l'aéroport de [Boos](#), et ce pour un an, jusqu'au samedi 27 mars 2027.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Menace sécuritaire »

Pour justifier de la mise en place de cette mesure, l'État met en avant la menace terroriste « *qui pèse sur la France depuis plusieurs années* », « *l'émergence et la persistance d'une menace sécuritaire liée à l'utilisation malveillante de drones susceptibles de porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens* » ou encore « *la nécessité de garantir une protection absolue des personnalités lors de leurs déplacements* » dans la région.

Comme le précise l'arrêté, tout aéronef survolant le site de l'aéroport est susceptible d'être ciblé par ce dispositif, à l'exception des engins de sécurité et de secours et de ceux ayant bénéficié d'une autorisation expresse de la préfecture.

Vol de fret près du Havre : 55 000 € de parfum dérobés, quatre hommes poursuivis

Suzelle Gaube

6-7 minutes

Jeudi 26 février 2026, quatre hommes âgés de 18 à 44 ans ont comparu devant le tribunal correctionnel du Havre pour des faits de vol de fret commis au Havre et à Sandouville du 19 au 20 février 2026.



Les quatre prévenus sont suspectés d'avoir dérobé un conteneur rempli de parfum d'une valeur d'environ 55 000 € près du Havre entre le 19 et le 20 février 2026. - Illustration Adobe Stock



Par Suzelle GAUBE et Nicolas Le Jean

Publié: 27 Février 2026 à 17h15 Temps de lecture: 1 min

Quelques jours après les faits de vol de fret qui leur est reproché, les quatre suspects ont comparu devant le [tribunal correctionnel du Havre](#), jeudi 26 février 2026. Et ce, dans le cadre d'une comparution immédiate. Dans le box, quatre hommes âgés de 18 à

44 ans, notamment un Havrais et un Eurois. Ils seront finalement jugés le 23 avril 2026, l'un d'eux ayant demandé un délai pour préparer sa défense, comme il en a le droit. Les individus sont poursuivis pour avoir dérobé un conteneur rempli de parfum d'une valeur de 54 500 € à Sandouville, et pour « association de malfaiteurs ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un système de brouillage sur le tracteur

Mais aussi pour « *avoir grimé le tracteur routier en apposant une plaque sur la cabine* », précise la présidente du tribunal. La justice leur reproche aussi d'avoir « *participé à un groupement formé en se contactant via les réseaux sociaux pour commettre le vol de fret en se procurant un camion auprès d'une société fictive* ». Le quatuor est aussi poursuivi pour avoir « *installé un système de brouillage sur le tracteur afin de ne pas être localisés* ». Les mis en cause sont enfin prévenus d'avoir préparé un extincteur afin que leurs traces ADN ne soient pas exploitables par les enquêteurs.

« Ils ont été interpellés alors qu'ils s'apprêtaient à décharger la marchandise. »

Ils ont été interpellés alors qu'ils s'apprêtaient à décharger la marchandise dans une dépendance, explique la présidente. Les juges ont dû statuer sur la mesure de sûreté à leur encontre en attendant leur procès. À l'issue de leur garde à vue et en attendant la comparution immédiate, ils ont tous été placés en détention provisoire. Une situation qui changera à l'issue de l'audience. Seul l'un d'eux, Serge, a été maintenu en détention. Pour le parquet, il a « *participé au convoi et a chargé des outils pour le dépotage du conteneur* ». Il aurait, selon elle, aussi eu « *un rôle dans la mise en lien des différents protagonistes* ».

Pour son avocate, « *il n'a jamais nié le caractère frauduleux de l'opération* », mais elle affirme que son rôle est moins important que celui décrit par le parquet. Ce commercial en CDI, déjà condamné pour des faits similaires, « *ne connaît que très peu l'instigateur auprès duquel il a accepté de rendre un dernier service afin de se libérer de ses obligations envers lui* ».

Le chauffeur routier, « un rôle cardinal »

Les trois autres seront placés sous contrôle judiciaire. Comme Smaïn, deux mentions au casier, considéré par la procureure comme celui ayant un « *rôle cardinal* » dans cette affaire puisqu'il a été « *le chauffeur du tracteur routier qui a dérobé le conteneur* », affirme-t-elle. Selon son avocate, « *il reconnaît en effet avoir été*

conducteur du véhicule », mais elle a assuré qu'il « n'y aurait pas de risque de réitération » s'il n'était pas placé en détention provisoire.

Avec ses deux mentions au casier, le plus jeune, Sélim, sera aussi placé sous contrôle judiciaire. Une mesure de sûreté qu'a plaidée son avocate, M^e Valérie Giard, d'autant qu'elle estime que « *le dossier est vide* ». Le quatrième prévenu, le plus âgé, Frédéric, a douze condamnations à son actif, mais pour des infractions commises il y a plus de dix ans, plaide son conseil. D'autant qu'il a « *juste accepté qu'un camion vienne au domicile de sa mère et s'y stationne* ».

Lire aussi

[Football – Ligue 1 : oui, le HAC a fait plus qu'exister face au Paris SG](#)

[Le Havre. Léonie Pernet prête à envoûter le Tetris de ses sonorités pop et électro](#)

[« En Normandie, plus personne n'ose l'affronter » : Sharel Kamgang championne de France de muay thaï et K1](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Sandouville \(Seine-Maritime\) Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Football – Ligue 1 : oui, le HAC a fait plus qu'exister face au Paris SG](#)



Centrale nucléaire de Paluel : 370 jours d'arrêt à venir

Paris Normandie

4-6 minutes

Les centrales nucléaires de Paluel et Penly ont annoncé leurs perspectives pour l'année 2026 lors d'une plénière organisée par la Clin. 370 jours d'arrêt sont attendus sur les unités de production de Paluel.



Plusieurs arrêts sont prévus à la centrale nucléaire de Paluel à l'occasion des visites décennales. - PND



Publié: 28 Février 2026 à 08h24 Temps de lecture: 1 min

À l'issue d'une séance plénière organisée par la Commission locale d'information nucléaire (Clin), les directeurs des centrales de Paluel et Penly ont dressé les projets pour cette nouvelle année.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La centrale nucléaire de Paluel est la tête de série du palier 1300 MWe. À ce titre, [elle a célébré ses 40 ans en 2024](#). Pour préparer

sa quatrième visite décennale, qui déterminera les conditions de poursuite d'exploitation de 40 à 50 ans, Paluel prévoit de réaliser près de 20 000 activités de maintenance. « *Avec ces opérations de contrôle, il y aura 3 600 à 4 000 salariés supplémentaires, explique Sylvère Roger, directeur d'unité de Paluel. J'aurai 370 jours d'arrêt en 2026 contre 188 jours en 2025. Par moments, j'aurais deux réacteurs à l'arrêt.* »

Les visites décennales

La visite décennale quatre (VD4) de l'unité de production numéro une a débuté le 2 janvier 2026 : « *On réalise des contrôles sur la cuve du réacteur, les circuits primaires et l'enceinte du bâtiment réacteur* », ajoute le directeur. De grosses interventions sont également planifiées comme le remplacement d'un tiers du combustible, de 80 000 tubes du condenseur ou encore des tambours de filtration de l'eau de mer.

La VD4 de l'unité de production numéro deux devrait quant à elle débuter le 21 novembre 2026. Le réacteur numéro trois réalisera sa visite décennale en 2027. Pour le réacteur numéro quatre il faudra attendre 2029. Pour le moment, seuls des arrêts de quarante jours sont prévus sur les unités de production trois et quatre pour un déchargement puis rechargement de combustible.

Pour Benoît Réaux, directeur d'unité de Penly, l'année 2026 s'annonce plus calme : « *Un arrêt simple pour rechargement est prévu sur nos deux unités de production. Un premier de mars à avril et un second de juin à juillet.* » Sur l'année 2025, la centrale de Penly a reçu deux inspections internationales. « *On a eu un gros check-up complet Peer-review avec Wano et l'[agence internationale de l'énergie atomique](#). Toutes les deux nous ont fait des retours positifs* », ajoute-t-il.

Lire aussi



Le Parc éolien en mer de Fécamp présente les chiffres de sa première année pleine d'exploitation

Matthias Chaventré

3-4 minutes

2025 a été la première année pleine d'exploitation pour le Parc éolien en mer de Fécamp. Avec 1,78 térawattheure produit et un facteur de charge de 41 %.



Le parc éolien offshore de Fécamp compte 71 éoliennes. - DR



Publié: 1 Mars 2026 à 10h37 Temps de lecture: 1 min

L'année 2025 a marqué un jalon structurant pour le [Parc éolien en mer de Fécamp](#), avec sa première année calendaire complète de production. Composé de 71 éoliennes pour une capacité d'environ 500 MW, le site a généré 1,78 térawattheure d'électricité entre le 1er janvier et le 31 décembre, soit l'équivalent de la consommation de plus de 800 000 personnes, selon des données qui viennent d'être communiquées.

Une optimisation des turbines et de la sous-station

Le facteur de charge atteint 41 %, confirmant des performances

conformes aux prévisions. Il s'agit de la période pendant laquelle l'installation fonctionne à sa puissance maximale. Au quotidien, les équipes ont consolidé les modes d'exploitation en mer afin de garantir fiabilité et performance. « *La production 2025 est en ligne avec les objectifs que nous nous sommes fixés* », souligne Pierre-Emmanuel Guillot, d'EDF Power solutions, saluant l'engagement des équipes et l'optimisation des turbines et de la sous-station.

Lire aussi



[Denis Magnan transforme la friche de la sucrerie de Colleville en un incroyable espace créatif](#)



[« J'apprends à nager » : à Fécamp, la sécurité aquatique pour les enfants dès 6 ans](#)



Violences dans les écoles lasalliennes : en un mois, 165 victimes ont été recensées, dont 28 à Rouen - ICI

Emmanuel Grabey

4-6 minutes

Les témoignages ont permis d'identifier 15 agresseurs et bourreaux pour les seuls établissements rouennais. © Radio France - Christine Wurtz

Publié le dimanche 1 mars 2026 à 22:00 Mis à jour le lundi 2 mars 2026 à 7:39

Un mois après le lancement de son appel à témoins, le collectif des victimes de violences dans les établissements du réseau lasallien communique dimanche de nouveaux chiffres sur l'ampleur des faits. Ce sont désormais 165 victimes qui sont recensées, dont 28 dans les seuls établissements de Rouen.

Ce dimanche 1^{er} mars, ce sont désormais **165 victimes**, aux témoignages vérifiés et recoupés, qui ont été recensées par le collectif des victimes de violences commises dans des établissements du réseau lasallien, un mois après le [lancement de son appel à témoins](#). Les faits ont été perpétrés dans **46 établissements** différents de toute la France. Certains faits dénoncés remontent au début des années 60, avec des victimes âgées de 5 à 15 ans. Elles font état de violences physiques, de viols et d'agressions sexuelles, d'actes de barbarie, de privations de nourriture et de sommeil. Le collectif voit dans l'uniformité des modes opératoires des agresseurs, quelle que soit l'époque et l'établissement, une dérive systémique du réseau lasallien.

Plusieurs centaines de victimes potentielles

Plusieurs établissements concentrent un grand nombre de victimes à eux seuls : Passy-Buzenval à Rueil-Malmaison dans les Hauts-de-Seine, Saint-Genès à Bordeaux, le Likès à Quimper, et Jean-Baptiste de la Salle à Rouen. Rien que dans **les quatre établissements rouennais** gérés ou anciennement gérés par la Congrégation des frères des écoles chrétiennes, [28 victimes ont](#)

été recensées. Grâce aux témoignages des victimes, **15 agresseurs et bourreaux** ont pu être identifiés sur les seuls établissements rouennais. Selon le collectif, cinq plaintes ont été déposées à Rouen.

"Nous évaluons à plusieurs centaines le nombre de victimes de crimes sexuels et à plusieurs milliers le nombre de victimes de violences physiques pour le seul établissement de Rouen", indique Philippe Auzenet, le cofondateur du collectif de victimes. "Cet abbé qui passait du porno, en attouchant les enfants en même temps... Vous vous rendez compte, en 40 ans, le nombre de victimes ? On nous dit : 'C'est prescrit'. Les lois disent que c'est prescrit. Mais il n'y a pas que la loi qui compte, il y a le cœur. Est-ce que ces gens-là ont du cœur ? Alors les lois disent que c'est prescrit et hop, ils nous laissent tomber ! Poubelle! Ils ont simplement balancé deux communiqués sur leur site, par leur avocat. Ils ne parlent pas eux, en leur nom. C'est l'avocat qui parle. Ça, c'est une injure pour nous."

- [Viol](#)
- [Agression sexuelle](#)
- [Violences à l'école](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Neuf anciens élèves du réseau des écoles lasalliennes, dont Jean-Baptiste-de-La-Salle de Rouen, ont saisi la cellule d'écoute créée en 2014 par la Congrégation pour entendre les victimes de violences physiques et sexuelles. Une plainte est déposée. ICI Normandie fait le point ce vendredi.

Le 06/02/2026 à 12:38

- L'archevêque de Rouen, Mgr Dominique Lebrun, réagit vendredi 6 février aux multiples témoignages de violences physiques et sexuelles dans quatre établissements du réseau lasallien de la métropole. "Il n'y a aucune volonté d'enterrer ou de couvrir les

"À Rouen, il y a probablement eu entre 500 et 1 000 victimes sur 50 ans" : le collectif des victimes des Lasalliens révèle de nouveaux témoignages

Écrit par Léna Thobie-Gorce

6-8 minutes

Viols, abus sexuels, maltraitances physiques... Les témoignages d'anciens élèves des établissements catholiques Jean-Baptiste-de-la-Salle s'accumulent en France et particulièrement à Rouen (Seine-Maritime). Le Collectif des victimes des Lasalliens évoque un système de prédation.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Depuis le début du mois de février, [des témoignages d'anciens élèves du réseau du groupe scolaire catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle s'accumulent](#). En quelques semaines, le "Collectif des victimes des Lasalliens" dit avoir répertorié 160 victimes de violences physiques et sexuelles, pour des faits commis de 1950 à nos jours.

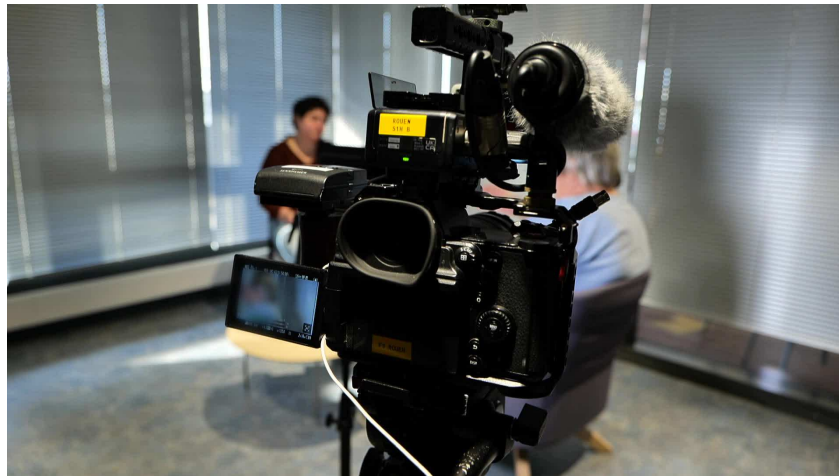
Parmi ces témoignages, 26 victimes sont d'anciens élèves de l'établissement rouennais. Un nombre qui pourrait en réalité être bien plus important selon Philippe Auzenet, à l'initiative du collectif : *"À Rouen, il y a probablement eu entre 500 et 1 000 victimes sur 50 ans, vu que les agresseurs, couverts par leur hiérarchie, étaient toujours en place et continuaient."*

Pour [Philippe Auzenet, lui aussi victime de cet établissement à Rouen](#), il y avait *"un système de prédation"*, puisque *"15 prédateurs étaient présents à la même époque dans les murs. Nous les avons*

identifiés, nous avons leurs noms, prénoms et les années où ils étaient présents".

Reportage d'Arthur Deshayes :

durée de la vidéo : 00h04mn25s



Depuis l'appel à témoin lancé au début du mois de février 2026, le "Collectif des victimes des Lasalliens" a reçu des dizaines de témoignages. • ©Didier Meunier / France Télévisions

L'un des principaux abuseurs, l'abbé B. aurait sévi pendant plus de 40 ans au sein de l'école, *"couvert par sa hiérarchie"*, selon Philippe Auzenet, cofondateur du "Collectif des victimes des Lasalliens".

"Il amenait les élèves à la catéchèse. Il se choisissait ses victimes. Il fallait être en pantalon bien collant. Ce Monsieur passait d'abord des cassettes sur Jésus, ensuite, c'était Belmondo. Et puis à la fin, il y avait un film porno", raconte Philippe Auzenet au sujet de l'abbé B.

L'école Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen a accumulé les pires horreurs de tous les établissements nationaux.

Philippe Auzenet, co-fondateur du "Collectif des victimes des Lasalliens"

D'après le collectif de victimes, de nombreux témoignages d'anciens élèves qui ne se connaissent pas, décrivent une même réalité avec les mêmes agresseurs. Un ancien professeur de latin est notamment mis en cause pour des faits commis dans les années 1960.

"Dans les cours particuliers, le professeur de latin asseyait le gamin sur ses genoux. Il le pénétrait. Il le masturbait et il tournait la statue de la Vierge en disant, il ne faut pas que la Vierge voie ça", raconte, très ému, Philippe Auzenet.

Des violences et maltraitements physiques auraient aussi été

rapportées au collectif de victimes par d'anciens élèves de l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle, à Rouen.

"Il y avait une très grande violence des surveillants. Ça allait jusqu'au sang. C'était terrible. C'était un climat de terreur et c'était organisé, c'était systémique. Ça a duré pendant plusieurs années sans que personne n'agisse au niveau des autorités", se désole Philippe Auzenet.

C'était, à mon avis, forcément organisé. C'est impossible autrement. Il y avait des prédateurs partout.

Philippe Auzenet, co-fondateur du "Collectif des victimes des Lasalliens"

Pour l'instant, la plupart des victimes venues témoigner auprès du collectif ont entre 50 et 70 ans. Pour la majorité d'entre elles, les faits rapportés sont donc prescrits.

On veut être reconnues comme victimes.

Philippe Auzenet, co-fondateur du "Collectif des victimes des Lasalliens"

Sur tout le territoire national, le "Collectif des victimes des Lasalliens" s'attend à ce que 20 000 à 50 000 victimes des établissements catholiques Jean-Baptiste-de-la-Salle témoignent.

Par le biais de son avocat, Me Matthias Pujos, la Congrégation des Frères des Écoles Chrétiennes a fait savoir qu'elle reconnaissait des faits de violences remontant aux années 1960. À travers sa cellule d'écoute, elle entend également mettre en œuvre des démarches de réparation pour les victimes.

En revanche, la Congrégation rappelle que la cellule d'écoute n'est pas compétente lorsque des laïcs sont mis en cause. Elle estime également que malgré *"la reconnaissance de situations individuelles, aussi graves soient-elles"*, celles-ci ne peuvent *"toutefois être assimilées à l'existence d'un système généralisé ou d'une violence institutionnelle structurée comme l'affirme de façon péremptoire le fondateur du Collectif."*

À ce jour, les éléments dont dispose la Congrégation concernant l'établissement de Rouen ne permettent en aucun cas de caractériser une violence systémique.

Me Matthias Pujos, avocat de la Congrégation

La Congrégation conteste également le nombre de *"15 prédateurs"* au sein de l'établissement rouennais. *"Un chiffre d'une telle ampleur supposerait nécessairement des éléments consolidés et vérifiables"*, est-il indiqué dans le communiqué.

Enfin, la Congrégation insiste sur le fait de distinguer des situations anciennes de la situation actuelle dans ces établissements scolaires, "*qui fonctionnent aujourd'hui dans un cadre profondément renouvelé, structuré par des protocoles stricts de prévention et de signalement*".

Contacts des cellules d'écoute :

- Diocèse de Rouen : ecoutevictimes@rouen.catholique.fr ou via [leur site internet](#)
- Congrégation des frères des écoles chrétiennes : ecoutevictimes@lasallefrance.fr
- Collectif des victimes des Lasalliens : victimes.lasalliens@gmail.com ou via leur [groupe Facebook](#)
- Ligne nationale d'aide aux victimes d'abus sexuels dans l'Eglise : 01 41 83 42 17 (9H - 21H, 7j/7)

Avec Clémentine Baude et Didier Meunier

VIDEO. "On enterre tout cela au plus profond de sa mémoire" : agressée et violée, une nouvelle victime de l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen, témoigne

Écrit par Clémentine Baude

8–10 minutes

Depuis l'appel à témoin lancé au début du mois de février 2026, le "Collectif des victimes des Lasalliens" a reçu des dizaines de témoignages. Les faits sont parfois prescrits, mais la parole se libère peu à peu. Ils se sont produits dans l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle, à Rouen (Seine-Maritime). Laurent a accepté de nous raconter son histoire.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Quand Laurent se présente à nous, on est d'emblée frappé par sa gentillesse, et cette envie de parler, d'échanger, de partager.

Après un verre d'eau et un café, le sujet est déjà sur la table. Il a même apporté le procès-verbal de sa plainte. *"Je vous garantis que le plus dur est passé"*, nous assure-t-il.

Pour lui, le plus dur était justement de se présenter au commissariat pour porter plainte, car *"tout était enfoui"*. Il assure par ailleurs, qu'il a eu une oreille très attentive lors de sa déposition.

"Je suis là aujourd'hui pour témoigner". Précision qui a toute son importance, il ne souhaite pas qu'on reconnaisse son visage. Malgré deux caméras braquées sur lui, il a raconté son histoire.

durée de la vidéo : 00h06mn41s



Le témoignage de Laurent, ancien élève de Jean-Baptiste de la Salle à Rouen et victime • ©C. Baude / D. Meunier

En 1968, Laurent, âgé de 12 ans, décide de prendre des cours de soutien en latin, une matière *"qu'il aimait"*. Il en parle à son professeur, s'inquiète du coût possible de ce supplément. Celui-ci lui répond simplement : *"Tu es un gentil garçon, pour toi ce sera gratuit... Et voilà comment je me suis retrouvé dans les pattes du professeur de latin"*.

(Il a mis sa main dans ma culotte. Il m'a demandé de lui faire une fellation, chose que j'ai refusée et il m'a sodomisé avec ses doigts.

Traumatisé, il rentre chez lui, culpabilise... Sa maman remarque un comportement anormal, il lui avoue la situation. Elle interroge alors ses cousins qui étaient dans le même établissement, qui répondent *"tout le monde sait ce qu'il se passe là-bas"*.

"C'était une pratique qui était généralisée dans l'établissement".

Laurent rajoute : *"le pire, c'est ce qui se passait à l'internat"*.

Ces deux années ont été un véritable calvaire. En plus d'avoir subi des violences sexuelles, Laurent subit des violences physiques et verbales.

Son professeur d'histoire-géographie lui met *"des grandes claques"*, à tel point qu'un jour, en plein milieu du cours, il sort son casque de hockey, *"parce que j'en avais marre, alors cela a fait rire les élèves"*.

(On enterre tout cela au plus profond de sa mémoire

L'homme, de 70 ans aujourd'hui, avoue avoir perdu de nombreux repères à cette période. La confiance l'abandonne, il s'isole, et perd des amis. Ces deux ans de scolarité le marquent à jamais.

Même s'il décide d'enterrer "*tout ça au plus profond de moi*". Plus tard il est obligé de gérer "*une adolescence compliquée*", pousse son corps et son esprit dans ses retranchements : drogues alcool, "*je ne savais plus faire la différence entre ce qui était bien et ce qui ne l'était pas*"...

Puis il essaye de "*vivre comme tout le monde*", suit une psychothérapie, et avance dans la vie, comme il le peut.

On ne communiquait pas sur ce que l'on subissait.

Laurent, Ancien élève de l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen (Seine-Maritime)

Marié et père de 3 ans, il commente un jour un article publié par nos confrères d'*ICI Normandie*. Laurent découvre alors l'existence du collectif mené par Philippe Auzenet. C'est lui-même qui le pousse à porter plainte.

Désormais il souhaite être reconnu comme victime, "*que tous les détraqués qui ont porté la main sur des enfants, s'abstiennent, ou se fassent soigner*". Il rajoute "*Mon cas, c'était l'arbre qui cachait la forêt*".

Je reste persuadé que la moitié de la ville, pour ne pas dire plus, était au courant de ce qui se passait.

Toujours le regard droit et concentré, Laurent rajoute : "*il faut que ces institutions cessent de couvrir ces crimes*".

Dans un souffle, il évoque aussi quelques secondes plus tard le viol de son fils, il y a vingt ans. Un homme d'Église... Encore... "*C'est dur, c'est dur de se rendre compte qu'on est passé à côté*".

[L'homme de 70 ans avoue avoir perdu de nombreux repères à cette période. La confiance l'abandonne, il s'isole et perd ses copains... Deux ans de scolarité qui le marque... • © Didier Meunier / France télévisions](#)

Malgré ces tumultes, il a fait une école de voile et a rencontré des gens qui l'ont nourri. Passionné par le large et poussé par sa femme, il met les voiles et navigue en solitaire pendant plus de 3 ans et demi.

Quand elle le pouvait, sa femme le rejoignait. Il s'exerce aussi à l'écriture, écrit un roman qu'il espère un jour proposé à une maison d'édition.

Déterminé, Laurent aura passé plus d'une heure à relaté son histoire. Désormais, il "*encourage tous ceux qui ont été victimes à témoigner*". Il avoue avoir besoin de continuer à se reconstruire, mais se dit "*soulagé*" par sa démarche.

Depuis le mois de février, le collectif a répertorié 160 témoignages dont 26 à Rouen (Seine-Maritime). Pour [Philippe Auzenet](#), lui aussi victime de cet établissement, *"on peut parler d'un système de prédation",* puisque *" 15 prédateurs étaient présents à la même époque dans les murs que nous avons identifiés. Nous avons leurs noms et leurs prénoms, les années où ils étaient présents. C'est grave ".*

C'était un climat de terreur et c'était organisé. C'était systémique.

Philippe Auzenet, Philippe Auzenet, cofondateur et ancien élève de l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen (Seine-Maritime)

Il prend un premier exemple avec le cas de "L'abbé B" :

"Il a sévi pendant 40 ans dans cette école en amenant les élèves à la catéchèse. Il se choisissait ses victimes. Il fallait être en pantalon bien collant. Ce Monsieur passait d'abord des cassettes sur Jésus, ensuite c'était Belmondo. Et puis à la fin, il y avait un film "porno". Et c'est là qu'il avait les mains baladeuses. Il commençait à se promener et à caresser tout ce qui était au-dessous de la ceinture. Il est décédé sur place, et le lendemain, comme par hasard, tout avait disparu ".

On peut imaginer sur 50 ans, 100 000 victimes potentielles répartis dans 150 écoles. Et 20 000 à 50 000 victimes qui auraient la force et le courage de sortir du silence.

Philippe Auzenet, cofondateur et ancien élève de l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen (Seine-Maritime)

Les exemples de sévices moraux et sexuels sont nombreux et difficilement entendables. Philippe Auzenet rajoute qu'il souhaite que *"tout cela vienne à la lumière".*

Le collectif souhaite aussi avoir un accès aux archives de l'établissement, *"dont on nous dit qu'elles ont été détruites par un incendie...C'est trop facile".*

Depuis ces révélations, du [côté la congrégation, un communiqué a été publié le 5 février](#). Il est indiqué que *"la souffrance exprimée par ces personnes est prise très au sérieux, et ne fait l'objet d'aucune minimisation".*

Après Jacques, Philippe, Laurent... La libération de la parole n'est en tout cas pas près de s'arrêter.

Pour plus de renseignements :

- Collectif des victimes : victimes.lasalliens@gmail.com. Ou [groupe Facebook](#) "Collectif des victimes des Lasalliens".

- Cellule d'écoute de l'école : ecoutevictimes@lasallefrance.fr. Ou par courrier : Maison de La Salle – Cellule d'écoute – 78A rue de Sèvres – 75341 PARIS Cedex 07.
- Ligne nationale d'aide aux victimes d'abus sexuels dans l'Eglise : 01 41 83 42 17 (9H - 21H, 7j/7)

« J'ai protesté, il a continué » : les témoignages glaçants affluent contre l'école de La Salle à Rouen

6–8 minutes

L'école privée Jean-Baptiste de La Salle de Rouen est encore au coeur du témoignage glaçant d'un ancien élève victime de violences physiques et sexuelles.

Sur le même thème

[Violences sexuelles](#)

Article réservé aux abonnés



Un nouveau témoignage d'un ancien élève de l'établissement Jean-Baptiste-de-La-Salle pointe deux professeurs à la fin des années 1960. (©MC/76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 1 mars 2026 à 17h46 ; mis à jour le 1 mars 2026 à 18h15

Les **révélations horribles** des victimes des Lasalliens n'en sont peut-être qu'à leurs débuts. Depuis un mois, les témoignages pleuvent [d'anciens élèves des établissements des écoles chrétiennes](#) de **Jean-Baptiste de La Salle**, dont celle de [Rouen](#). Où l'horreur des **violences physiques, morales et sexuelles** a touché un nombre d'enfants encore difficile à définir. De nouveaux

éléments viennent en éclairer l'ampleur.

« **Au moins 26 victimes** » à Rouen

Ce lundi, le **collectif de victimes des Lasalliens** doit diffuser un nouveau communiqué d'après nos informations, qui cible particulièrement l'école rouennaise. Selon **Philippe Auzenet**, fondateur du collectif, « au moins 26 victimes sont déjà connues à Rouen », sur une période de plusieurs décennies, jusqu'à récemment.

Un ancien aumônier de l'école, en poste pendant 40 ans, serait au centre de ces violences systémiques, tout comme un directeur. Des frères ont également été visés par certains témoignages, et aujourd'hui Laurent, 70 ans, dévoile son traumatisme subi des mains de ses **professeurs d'histoire-géographie et de latin**. Attention, les faits évoqués peuvent être difficiles à lire.

Des cours particuliers de latin au cœur du témoignage

Laurent a été scolarisé en sixième et en cinquième au collège Jean-Baptiste de La Salle, entre 1966 et 1968. Le 17 février dernier, **il a déposé plainte** en gendarmerie contre l'institution des Frères des écoles chrétiennes de Jean-Baptiste de La Salle de Rouen, une plainte qui s'inscrit dans une démarche du collectif des victimes lasalliennes.

Dans le PV du dépôt de plainte, Laurent raconte avoir été **victime de violences physiques et morales** de son professeur d'histoire-géographie lors de son année de cinquième. « Il vous caressait la tête, puis pinçait très fortement la joue et si on se plaignait, il vous donnait des claques violentes sur le visage. Il lui arrivait aussi de passer sa main dans la nuque et il descendait sa main sous les vêtements jusqu'à la raie des fesses. Il a essayé à plusieurs reprises d'aller plus loin mais je ne me suis pas laissé faire. »

Une fois j'ai mis un casque en feutre du club de hockey pour me protéger des coups que je recevais, le professeur s'est alors déchaîné sur ma personne. C'était déstabilisant et cela perturbait mes résultats scolaires, je ne faisais plus rien en cours.

Laurent parle également d'humiliations, de « t'es un bon à rien » lâchés pour railler ses résultats scolaires. Au mois de **mai 1968**, alors que les cours sont arrêtés pendant que toute la France vit au rythme des manifestations, il décide de prendre des **cours particuliers de latin** avec son professeur. Qui accepte de l'aider, gratuitement, deux fois par semaine.

« Tout le monde fait cela, c'est normal »

Les deux premières leçons se passent bien selon Laurent. **À partir de la troisième, le cauchemar commence.** « Il me touchait les parties et les fesses, il passait sa main dans mon pantalon et dans mon slip pour me caresser. J'ai protesté, il a continué, il me disait « t'inquiètes pas, je fais ça parce que je t'aime bien, tout le monde fait ça, c'est normal ». Il m'a proposé également de boire de l'alcool, du Martini, je l'ai bu. La première fois, j'ai bu un verre et la seconde fois il m'a fait boire deux verres, j'avais 12 ans. »

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

L'enfer empire au cours suivant. Le professeur fait asseoir Laurent sur ses genoux, et introduit une phalange dans son anus. « Cela n'a pas duré longtemps car j'ai protesté, j'ai eu mal. Au cours suivant, il a recommencé, il me caressait puis il a rentré tout son doigt dans mon anus. »

Il m'a demandé de le toucher et de lui faire une fellation mais j'ai refusé, il ne m'a pas obligé à le faire.

Rentré plus tôt du cours ce jour-là, il finit par parler à sa mère du « mauvais comportement » de son professeur, sans rentrer dans les détails. **Ses parents l'ont rapidement enlevé du collège**, pour l'inscrire au CES de Mont-Saint-Aignan.

Près de 60 ans plus tard, **Laurent choisit donc de témoigner**, après avoir « perdu tous ses repères », comme il le raconte à *76actu*. « Je suis tombé dans la drogue, l'alcool, ça a perturbé ma vie sexuelle... Je m'en suis bien sorti grâce à ma femme formidable, qui m'a convaincu de me faire aider », il y a un peu plus de 20 ans.

Soutenu désormais par sa compagne et ses trois enfants, Laurent a entendu parler du Collectif de victimes grâce à un article de nos confrères d'[Ici Normandie](#). « Philippe Auzenet m'a expliqué que tous mes problèmes viennent de là. » Avec un objectif clair derrière sa plainte : « Être reconnu comme victime, et que ça se sache. À Rouen, tout le monde savait mais personne ne disait rien ».

Contacté, l'avocat des établissements lasalliens nous a répondu par mail. Ses réponses feront l'objet d'un autre article, publié ce lundi 2 mars dans la matinée.

Si vous souhaitez témoigner, vous pouvez contacter le Collectif des

victimes des Lasalliens à cette adresse :

victimes.lasalliens@gmail.com

Un groupe Facebook « Collectif des victimes des Lasalliens » peut être trouvé [ici](#)

Si vous êtes témoins de violences sur mineurs ou si vous êtes vous-même une victime, il est possible de joindre « Allô Enfance en danger » au 119 ou 0800 05 41 41, disponible 24 heures 24.

Adultes, adolescents et enfants peuvent appeler ce numéro gratuitement. Pour plus d'informations, un site internet est également disponible : <http://www.allo119.gouv.fr/>

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Scandale dans l'école de La Salle à Rouen : l'avocat de la Congrégation répond à nos questions

6–8 minutes

Frappée par le scandale après des dizaines de témoignages d'anciens élèves décrivant des violences physiques et sexuelles, la Congrégation gérant une école privée de Rouen répond.

Sur le même thème

[Témoignage](#)

[Violences sexuelles](#)

Article réservé aux abonnés



L'avocat de la Congrégation des Frères des Ecoles Chrésiennes répond. (©MC/76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 2 mars 2026 à 6h57

Éclaboussée par les nombreux témoignages d'anciens élèves de l'école Jean-Baptiste de La Salle à [Rouen](#), chez 76actu et ailleurs, la Congrégation des Frères des Écoles Chrétiennes a répondu à nos questions par le biais de son avocat, sollicité par mail la semaine dernière avant que nous publiions un nouveau témoignage, [celui de Laurent](#), dimanche 1^{er} mars.

Deux saisines rouennaises traitées

Philippe Auzenet et le **Collectif des victimes des Lasalliens**, créé en ce début d'année, dénoncent depuis un mois les agissements qui ont pris place selon eux dans des dizaines d'établissements gérés par la Congrégation, dont l'établissement rouennais, où pas moins de « 26 victimes » auraient témoigné. Victimes de **violences physiques, morales et sexuelles**, de la part d'autres élèves, d'encadrants laïcs (professeurs, surveillants, cuisiniers...) ou de frères de la Congrégation.

L'avocat de la Congrégation assure qu'à ce jour, la cellule d'écoute mise en place en 2014 par les Frères des Ecoles Chrétiennes a traité **deux saisines d'anciens élèves** rouennais, menant à une indemnisation en 2023 et à une lettre de reconnaissance des faits en 2025.

Les violences d'autres élèves ou d'encadrants laïcs pas prises en compte

Cette lettre concernait justement Philippe Auzenet, passé par l'établissement rouennais et victime de violences d'autres élèves. « Dans la mesure où le fondateur du collectif indique avoir été victime de violences commises par ses camarades de récréation, et non par des Frères de la Congrégation, aucun protocole de reconnaissance et d'indemnisation ne lui a été proposé », précise l'avocat.

Cinq autres saisines auraient été effectuées depuis février 2026, concernant des violences qui auraient été perpétrées par des enseignants ou un surveillant laïc, des années 1960 jusqu'à 1995 pour le plus récent. Mais dans ces saisines, « aucun des mis en cause laïcs n'appartenaient à la Congrégation religieuse », ce qui visiblement exclut ces témoignages du protocole d'indemnisation.

C'est le cas de Laurent, qui nous racontait dimanche les **viols et violences** qu'il a subies des mains de deux professeurs, et qui nous confirme avoir saisi la cellule d'écoute dernièrement. « Ils m'ont répondu 'je ne sais pas si on pourra faire quelque chose, ce n'était pas des ecclésiastiques'. Mais l'institution était au courant, elle a couvert les actes de ces professeurs laïcs ! »

72 saisines, près de 2,5 millions d'euros versés

Deux autres personnes auraient indiqué avoir été victimes de violences de frères aujourd'hui décédés. L'avocat précise que la cellule d'écoute mise en place depuis 2014 a été **saisie 72 fois**, et a mis en place « 70 démarches de reconnaissance et de réparation, assorties d'indemnisations pour un montant total de 2 434 882 euros ». D'après la Congrégation, **quatre à huit semaines**

sont nécessaires entre une saisine et l'éventuelle indemnisation.

À son mail, il joint les témoignages largement expurgés de victimes indemnisées par la cellule d'écoute, qu'ils remercient pour son « attention bienveillante » et son « travail », qui a permis à certains de « se reconstruire ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Pour finir, l'avocat assure qu'aujourd'hui, l'établissement rouennais « fonctionne dans un cadre profondément renouvelé [...], applique strictement les obligations légales de signalement au Procureur de la République et au Rectorat, et met en œuvre des protocoles précis en matière de prévention, de protection des mineurs et de formation des personnels ».

Il prend soin aussi de préciser que les équipes éducatives actuelles « n'ont aucun lien avec les personnes mises en cause pour des faits anciens qui remontent, pour certains, à près de 65 années ». Interrogé pour savoir si la Congrégation considérerait que ces faits relevaient d'une défaillance systémique dans cette école de Rouen, l'avocat n'a pas répondu précisément à cette question.

Nos questions à la Congrégation

Sollicité par mail, l'avocat de la Congrégation a accepté de répondre à nos questions, transmises dans un deuxième temps. Les voici :

- La congrégation est-elle au courant du nombre de plaintes en lien avec l'école Jean-Baptiste de La Salle ?
- Des actions sont-elles mises en place pour identifier les responsables de ces agissements ? Pour recueillir la parole des victimes ? Pour les indemniser ?
- Des actions sont-elles mises en place pour s'assurer que de tels événements ne puissent plus se produire, à Rouen comme ailleurs ?
- La confrérie considère-t-elle que ces témoignages relèvent d'une défaillance systémique dans cette école rouennaise ?

Si vous souhaitez témoigner, vous pouvez contacter le Collectif des victimes des Lasalliens à cette adresse :

victimes.lasalliens@gmail.com

Un groupe Facebook « Collectif des victimes des Lasalliens » peut être trouvé [ici](#)

Si vous êtes témoins de violences sur mineurs ou si vous êtes vous-même une victime, il est possible de joindre « Allô Enfance en danger » au 119 ou 0800 05 41 41, disponible 24 heures 24. Adultes, adolescents et enfants peuvent appeler ce numéro gratuitement. Pour plus d'informations, un site internet est également disponible : <http://www.allo119.gouv.fr/>

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Port-Jérôme-sur-Seine. Chantier de la conduite d'eau industrielle : le microtunnelier a achevé le forage

Luc Gallais

2-3 minutes

Les travaux mènent bon train, en dépit des conditions météorologiques qui n'ont pas toujours été simples en ce début d'année. Le chantier du doublement de la conduite d'eau industrielle entre les réservoirs et la Porte Saint-Georges, à Notre-Dame-de-Gravenchon, a franchi une nouvelle étape mercredi 25 février.

L'annonce a été faite communément par Caux Seine agglo et l'entreprise NGE, qui mène ce chantier conséquent (estimé, pour rappel, à 8 millions d'euros). [Le microtunnelier, à l'œuvre depuis plusieurs mois et baptisé le 19 janvier dernier](#), engagé dans ces travaux souterrains, a achevé son forage avec succès. *"Les travaux se sont déroulés dans d'excellentes conditions, en respectant pleinement le calendrier prévu"*, indique l'agglo et NGE.

Un ouvrage pour relier un puits à un autre

Le microtunnelage est une technique qui permet d'installation des canalisations sous terre sans avoir à creuser des tranchées. Cette machine permet de creuser un tunnel entre deux puits. C'est le cas ici sur ce chantier, démarré en septembre, dont l'objectif est de doubler la conduite existante reliant l'usine d'eau industrielle de Norville - exploitée par la SAUR, qui traite l'eau pompée dans la Seine - aux deux bassins de stockage situés sur les hauteurs, rue Maryse-Bastie. Le microtunnelier a ainsi foré sous la route départementale D281 et la rivière du Télhuet, pour permettre le passage d'une nouvelle conduite d'eau. *"Long de 170 mètres linéaires, l'ouvrage a débuté depuis un puits amont situé rue Henri-Dunant (terrain appartenant à Caux Seine développement) à 13 mètres de profondeur, pour ressortir au puits aval implanté sur un terrain appartenant à North Atlantic, en amont de la STEP (station d'épuration) de Notre-Dame-de-Gravenchon"*, expliquent Caux Seine agglo et NGE.

La conduite d'eau, en acier de 1 200mm de diamètre, doit être posée sur une distance de 1,9km, à une profondeur maximale de 13 mètres. L'usine d'eau industrielle alimente 35 clients industriels, pour leurs usages et pour assurer la défense incendie. Elle peut produire jusqu'à 10 000m³ par heure, soit environ 30 millions de m³ par an, à partir d'un pompage d'eau prélevé dans la Seine.

Denis Magnan transforme la friche de la sucrerie de Colleville en un incroyable espace créatif

Matthias Chaventré

6-7 minutes

En 2003, la sucrerie de Colleville, près de Fécamp, fermait ses portes. Aujourd'hui, Denis Magnan fait renaître les lieux en ateliers d'artistes, mêlant sculpture, peinture et céramique. Le souffle ouvrier passé de ce lieu se transforme en créativité et passion partagée.



Denis Magnan et ses complices ouvrent les portes de la Sucrerie, version artistique, le long de la voie verte à Colleville, près de Fécamp. - Matthias Chaventré/Paris Normandie



Publié: 27 Février 2026 à 18h02 Temps de lecture: 2 min

En 2003, [la sucrerie de Colleville, près de Fécamp](#), s'est arrêtée. Les gérants de l'entreprise « *ne se sont plus occupés de rien. Ils ont tout laissé tomber. Après, ils ont fait venir un démolisseur pour tout broyer. Les machines et tout le reste. Il y avait de grosses pelleteuses, énormes, avec des pinces qui broient jusqu'à 40 000 tonnes, et ils coupaient tout en petits bouts. Ils ont tout embarqué à la ferraille* », se souvient Denis Magnan, qui habite le village. De

l'ancien atelier de la sucrerie, il ne restait que les murs. Ce passionné les fait revivre. Vendredi 27 février 2026, au soir, [il a inauguré sa Sucrerie](#). Il en a fait des ateliers d'artistes. Tout un concept dont seule cette famille de créateurs a le secret.

Les incroyables créations du frère



Denis Magnan, en compagnie de son frère Michel, aussi discret que talentueux. - Matthias Chaventré/Paris Normandie

Denis Magnan est connu [pour ses sculptures sur feu, bois, ou glace](#). Un artiste de l'éphémère. Un magicien, tout comme Michel Magnan, son frère, qui s'affaire dans un autre coin de la Sucrerie. « *Vous allez voir ce qu'il fait. C'est juste extraordinaire* », lâche Denis. Une première sculpture aux mille et mille détails a été confectionnée dans du plâtre. Michel est en train de la reproduire en marbre de Carrare. « *Peut-être un an, un an et demi de boulot* », lâche-t-il.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un espace encore libre

Dans la partie centrale de la nouvelle sucrerie, on croise Théo Oslaj, plasticien. Serge Delaune, également. [Stéphane Talbot a pris ses quartiers ici également](#). Il donnera des cours de peinture dans une partie qu'il occupe. Jean-Marc Loussert a aussi accroché ses créations. Dans une autre pièce : les fours des céramistes Sophie Carré-Gosse et Marco Barzman. Un espace qui sert aujourd'hui à Denis Magnan pourra être un lieu d'accueil pour un autre créateur.

« Ça me manquait énormément de ne pas avoir mon propre atelier. »

Par le passé, il était le propriétaire du domaine de gîtes nature Les Calètes. À quelques centaines de mètres de là. Il y façonnait, dans

un garage. « Ça me manquait énormément de ne pas avoir mon propre atelier. Quand j'ai vendu, je me suis dit que j'achèterais bien un bout du bâtiment, ici, pour faire mon atelier. Et, le tout était forcément trop grand pour moi. »

Les artistes à la suite des ouvriers



Denis Magnan dans son atelier rempli de lumière, à côté des espaces d'autres artistes. - Matthias Chaventré/Paris Normandie

[Denis Magnan a acquis l'ancien atelier de la sucrerie auprès de l'Agglomération Fécamp Caux Littoral](#) alors propriétaire, en 2023, et a commencé à imaginer le lieu. Cela se peaufine au fil des rencontres. Mais d'abord, il a fallu revoir toute la toiture. « *Imagine le bâtiment, mais avec une toiture avec des trous partout* », formule Denis Magnan. Il a refait les 1 250 m² de couverture. Son propre atelier a pris place dans « *un endroit fabuleux. Un espace pour le bois et la pierre* ». Côté charpente, c'est riveté façon Eiffel. La lumière entre partout avec des plafonds translucides. « *Les artistes kiffent carrément comme ils disent.* » Une forge a été dessinée sur des vitraux pour rappeler l'atelier où les métaux étaient travaillés au feu et au marteau par le passé.

Denis Magnan n'entend pas s'arrêter là, avec les prochaines créations d'une terrasse et d'un lieu d'exposition pour des artistes qui ne sont pas directement parties prenantes à la Sucrerie. Et ainsi, longtemps suspendu, le pouls des ateliers d'ouvriers reprend son cours en ateliers d'artistes.

Lire aussi



"Là, on me rajoute un handicap", le calvaire d'un homme en fauteuil roulant, privé d'ascenseur dans son immeuble

Écrit par Myriam Libert

4-5 minutes

Dans le quartier de l'Eure au Havre, un immeuble est privé d'ascenseur depuis un mois. Des pannes à répétition, qui pour certains locataires sont difficiles à vivre. Rencontre avec un résident en fauteuil roulant qui habite au dernier étage, et pour qui la vie est devenue une épreuve quotidienne.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Elwis Leroy a la chance d'avoir une petite terrasse dans son appartement du quartier de l'Eure au Havre. Une chance toute relative, puisque cet homme est en fauteuil roulant, et que son balcon est le seul endroit dont il dispose pour prendre l'air.

"C'est le seul endroit où je peux sortir, mais le souci, c'est que maintenant je dois y mettre mes poubelles" explique-t-il.

Depuis trois semaines, l'ascenseur de son immeuble est en panne, et Elwis Leroy est assigné à résidence.

"Généralement je vais à la pêche, je fais plein de choses, je suis quelqu'un qui bouge beaucoup, mais là, pas possible", déplore Elwis, pour qui le quotidien est devenu bien difficile.

Un cauchemar qui se répète depuis des mois. *"On a été trois semaines sans ascenseur au mois de décembre, après il avait été réparé, et après c'étaient des pannes quasiment tous les deux*

jours. Et là, février, c'est reparti !" déplore le locataire.

Heureusement, Elwis peut compter sur l'aide de ses proches, valides, mais fatigués par ces montées d'escaliers incessantes.

"Ça, c'est notre quotidien, explique ce monsieur qui remonte péniblement les escaliers avec son sac de courses, c'était bon quand j'avais 20 ans, là 79 c'est plus pareil".

VIDEO : Voir le reportage de Lara Dolan et Elodie Do Nascimento

durée de la vidéo : 00h01mn52s



Au Havre, un locataire en fauteuil roulant est coincé chez lui à cause d'une panne d'ascenseur • ©FTV

Une pièce défectueuse de l'ascenseur serait à l'origine de la panne. Le jour du tournage, un technicien est dépêché sur place, ainsi qu'un représentant d'Alcéane, le bailleur social. Les locataires reprennent espoir. Un espoir malheureusement de courte durée. En démontant la pièce défectueuse, le technicien s'est aperçu qu'une autre pièce était en panne également. *"On fait le maximum, on comprend bien la gêne que vous subissez"* compatit le directeur adjoint d'Alcéane Quentin Boucher. *"Vous comprenez depuis peu, depuis que j'ai prévenu les médias et que j'ai envoyé un courrier recommandé, mais avant rien. Là, on me rajoute un handicap"* s'agace Elwis Leroy.

Alcéane propose alors des solutions, le temps que la réparation soit effective.

"Si vous avez besoin qu'on demande à des transports ambulanciers, évidemment on le fera et on le prendra à notre charge".

Aujourd'hui l'ascenseur ne fonctionne toujours pas, et sera probablement en panne demain aussi. Aucune date de remise en service n'a été communiquée à la trentaine de locataires de la résidence.

« Je ne passerai pas un autre hiver comme ça » : à Rouen, sept appartements privés du gaz depuis octobre

Robin Rioult

6-7 minutes

À Rouen, sept appartements du Carré Flora sont coupés du chauffage et de l'eau chaude depuis la mi-octobre 2025. Après la détection d'une fuite de monoxyde de carbone, Foncia a coupé la colonne de gaz en urgence. Les résidents, eux, s'impatientent face à des travaux sans calendrier clair.



Philippe Boucher, devant la grille d'entrée du Carré Flora. - PND



Par Robin Rioult

Publié: 1 Mars 2026 à 17h42 Temps de lecture: 1 min

La patience de Philippe Boucher, [locataire du Carré Flora à Rouen](#), a atteint ses limites après quatre mois de galère. Depuis octobre 2025, son appartement est privé de gaz, de chauffage et d'eau

chaude. Pour traverser l'hiver, il a dû se procurer en urgence plusieurs radiateurs électriques et fait chauffer de l'eau en petites quantités sur une plaque à induction. « *Heureusement que je peux me doucher au travail* », souffle-t-il en nous accueillant dans son appartement devenu « *non décent* ». Son bailleur a été contraint de baisser son loyer de 300 euros.



Pour Philippe Boucher, acheter des radiateurs électriques a été la seule solution. - PND

Philippe Boucher n'est pas le seul à vivre cette coupure totale du gaz. Revenons à l'origine du problème : le 11 juillet 2025, un appartement au premier étage de la résidence a été détruit par un incendie, causé par le dysfonctionnement d'un réfrigérateur. « *Le logement a été complètement détruit* », précise-t-il.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le chauffage coupé juste avant l'hiver

Jusqu'au 16 octobre, les résidents pensaient que la situation en resterait là. Mais, ce jour-là, la chaudière à gaz de Kristell Boiseaubert, habitante de la résidence, se bloque. Le constat du professionnel qui intervient sur place en urgence est implacable : « *il a détecté une fuite de monoxyde de carbone dans la colonne de gaz qui traverse les huit appartements, en comptant celui qui a pris feu* », résume la résidente, [un peu ébranlée](#). « *Après l'incendie, aucune autre alarme ne s'était déclenchée !* »





L'accès au gaz a été coupé en urgence le 16 octobre 2025. - PND

La réaction est immédiate : *« par mesure de sécurité, la colonne de gaz a été immédiatement neutralisée en coordination avec GRDF »* souligne Foncia, en charge de la copropriété. *« Foncia, en sa qualité de syndic, a pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des résidents dès l'identification d'un risque lié à la colonne de gaz concernée. »* Depuis, les résidents de la colonne d'appartement concernée attendent le rétablissement du gaz. *« On entend parler de beaucoup de choses, mais on a l'impression que rien ne bouge »*, souffle Kristell Boiseaubert. D'autant plus que son bailleur à elle ne lui a pas encore accordé de diminution de loyer.

Le gaz sera de retour, mais quand ?

Foncia assure faire aussi rapidement que possible pour rétablir le gaz. *« Ce délai s'explique notamment en raison de la complexité du dossier, impliquant plusieurs compagnies d'assurances et la mise en place d'une procédure contradictoire afin de déterminer les responsabilités »*, explique Foncia. En clair, après l'incendie, [la question de qui doit payer quoi entre les assurances](#) de chacun n'a pas encore été tranchée. *« La période de vacances des fournisseurs »* en fin d'année a également retardé la réception des matériaux nécessaires.

Une note d'information rédigée par l'expert de la copropriété sera transmise aux occupants, afin de faciliter leurs démarches auprès des assurances.

Foncia, En charge de la copropriété.

L'entreprise ne transmet pas de calendrier précis, mais assure faire aussi rapidement que possible. *« Une note d'information rédigée par l'expert de la copropriété sera transmise aux occupants, afin de faciliter leurs démarches auprès de leurs compagnies d'assurances »*, promet Foncia. Reste à voir pendant combien de temps les résidents resteront sans gaz. *« Honnêtement, si ça prend quatre mois de plus, je pense déménager*, lâche Philippe Boucher. *Je ne passerai pas un autre hiver dans ces conditions. »*

Lire aussi

Rouen. "Ça nous apprend aussi à débattre" : près de 80 jeunes en service civique jouent les candidats aux élections municipales

Alexandre Leno

3-4 minutes

Sensibiliser à la politique par le jeu de rôle. L'association Unis Cité, chargée d'accompagner des jeunes en service civique, a organisé mercredi 25 février, une simulation de campagne électorale des municipales, le vrai scrutin approchant à grands pas. L'association a pris l'habitude d'organiser ces événements ludiques à l'approche d'élections. La dernière édition avait concerné les élections européennes.

- **A lire aussi.** [110 jeunes volontaires en service civique au cœur d'une élection municipale](#)

Près de 80 jeunes, mineurs comme majeurs, ont participé, mercredi 25 février, à l'exercice qui s'est tenu dans la salle du conseil municipal de Rouen. Tirés au sort, les jeunes ont été répartis dans les différentes formations politiques présentes aux élections municipales de 2026 ; le Parti socialiste, les Républicains, Lutte ouvrière, les Ecologistes, le Rassemblement national ou encore Reconquête. En plus des candidats, les jeunes ont dû former un groupe de journalistes pour "cuisiner" les faux politiques sur leur programme lors d'un débat en deuxième partie de journée avant un vote de tous les participants.

"On aurait pu faire un Powerpoint mais cela aurait été peu intéressant"

Si la plupart, *"traînent des pieds"* avant de venir, *"quand on mesure les intentions de votes après et avant la journée on voit qu'il y a des résultats"*, constate Laura Clairet, coordinatrice pour l'association Unis Cité. *"Tout le mérite revient au jeu de rôle, on aurait pu faire un Powerpoint de trois heures cela aurait été assez peu intéressant pour eux."* Les jeunes ont dû se pencher sur leur programme, le montage d'une affiche de campagne et la désignation d'une tête de

liste dans chaque sensibilité politique. Comme ses autres camarades, Angèle Moix est en service civique à Rouen depuis le mois d'octobre. Elle devait défendre le programme de Lutte ouvrière ce jour-là. *"On le voit comme une manière d'apprendre qui est plus ludique que scolairement parlant... Je trouve cela intéressant de se mettre dans la peau de partis politiques qui ne correspondent pas forcément à nos idées, ça nous apprend aussi à débattre."*

- **A lire aussi.** [\[Enquête\] Rouen. Gouvernance des jeunes : la politique autrement](#)

Certains jeunes jouent le jeu jusqu'au bout en tentant de déstabiliser les partis adverses. Bien débattre, c'est donc pouvoir se défendre en cas d'attaque des concurrents politiques, a appris Lily Lhomme, 22 ans, désignée porte-parole des écologistes pour l'exercice. *"Sur les Verts, on a remarqué par exemple qu'il y avait des attaques sur notre côté anti-nucléaire, il y a aussi des critiques sur le fait qu'on privilégierait davantage les questions environnementales plutôt que sociales, mais on saura se défendre"*, lance confiante Lily.

Unis Cité Rouen, lancé en 2016, devrait en principe refaire le même exercice pour les échéances présidentielles l'an prochain. L'antenne rouennaise d'Unicité accompagne plus de 450 jeunes chaque année en service civique.

Municipales 2026 : Beauvais, Draguignan, Fécamp... Ces villes où le PS et LFI sont alliés dès le premier tour

Arthur Bellier

3–4 minutes

Je m'abonne à la newsletter « Politique »

À un peu plus de deux semaines du premier tour, c'est l'heure de vérité. La totalité des candidats aux élections municipales sera connue ce jeudi 26 février à 18 heures, date limite du dépôt des listes. En toile de fond, des désaccords à gauche depuis l'homicide du [militant d'extrême droite radicale Quentin Deranque](#).

La gauche semble divisée sur de potentiels rapprochements pour le second tour. "Il ne peut pas y avoir, pour les élections qui viennent, d'alliance entre les socialistes et La France Insoumise", soutient François Hollande. Ces accords "n'ont pas eu lieu au premier tour et ne sont même pas souhaités pour le second tour par les intéressés eux-mêmes. Pour moi la question est close", a martelé Olivier Faure.

Pourtant, le Parti socialiste, qui a refusé tout accord national avec La France insoumise, a évoqué la semaine dernière un rapprochement avec le mouvement de gauche radicale au second tour dans de "rares cas". Sur le terrain, les logos du PS et de LFI figurent côte à côte sur les tracts. Des insoumis et des socialistes font campagne sur les mêmes listes.

Selon les informations de RTL, une quarantaine de villes sont concernées par ces alliances. Parmi elles : Beauvais (Oise), Draguignan (Var), Fécamp (Seine-Maritime) ou encore Grigny

(Essonne). Cela concernerait même une centaine de villes, souffle un cadre du PS à RTL.

Ces listes sont souvent conduites par des têtes de file écologistes, mais parfois des socialistes sont rangés derrière un insoumis comme à Wattrelos (Nord) et inversement comme à Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne). Des alliances naturelles, fruit d'une proximité militante locale, ou nécessaires face à la droite et l'extrême droite.

Mis à jour 15h31. Contrairement à ce qui avait été écrit, à Agen (Lot-et-Garonne), LFI ne soutient pas officiellement la même candidature que le PS, celle menée par Laurent Bruneau, même si des militants insoumis locaux figurent sur cette liste.

L'actualité par la rédaction de RTL dans votre boîte mail.

Grâce à votre compte RTL abonnez-vous à la newsletter RTL info pour suivre toute l'actualité au quotidien

S'abonner à la Newsletter RTL Info

Seine-Maritime. Elections municipales : près de 1 000 listes recensées dans le département

Luc Gallais

~2 minutes

Les dés sont jetés. La campagne va battre son plein avant le premier tour des élections municipales, dimanche 15 mars, pour les candidats ayant officiellement déclaré leur liste, homologuée par les services de la préfecture de Seine-Maritime. Cette dernière a dévoilé, vendredi 27 février, le nombre total de listes engagées dans ces élections.

Dans le pays de Caux, Yvetot sera au cœur d'une bataille avec quatre listes

Les candidats avaient jusqu'au jeudi 26 février, 18 heures, pour se déclarer. Ils avaient la possibilité de déposer leur liste à Rouen ou dans les sous-préfectures du Havre et de Dieppe. Finalement, sur les 707 communes que compte ce département, 998 listes ont été validées. Toutes ces communes disposent d'au moins un candidat. Sans surprise, avec sept listes chacune, les villes du Havre et de Rouen comptent le plus grand nombre de candidats pour cette échéance électorale. Dans le pays de Caux, une véritable bataille s'annonce à Yvetot avec la présence confirmée de quatre listes, tandis qu'il y en aura finalement trois dans des villes de différentes tailles comme à Fécamp, Bolbec, Etretat, Montivilliers, Saint-Valery-en-Caux, Saint-Pierre-de-Varengeville, Gainneville, mais aussi à Rogerville à titre d'exemples.

Municipales 2026 : près de 1.000 listes déposées en Seine-Maritime et 750 dans l'Eure - ICI

Simon Maunoury

3–4 minutes

998 listes ont été déposées dans la Seine-Maritime et 756 dans l'Eure pour les élections municipales de mars 2026. © Maxppp - Bruno Levesque

Publié le samedi 28 février 2026 à 11:09

Les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime ont officiellement enregistré l'ensemble des listes pour les élections municipales de mars 2026. Au total, 1.754 listes sont en course.

La campagne officielle [des élections municipales](#) débute le matin du lundi 2 mars 2026 à partir de minuit. Les préfetures de l'Eure et de la Seine-Maritime ont dévoilé, vendredi 27 février, **le nombre de listes déposées** dans les deux départements. Les candidats avaient jusqu'à jeudi 26 février pour le faire.

1.754 listes sur les deux départements

En Seine-Maritime, les candidats avaient la possibilité de déposer leur liste à Rouen ou dans les sous-préfectures du Havre ou de Dieppe. Sur les 707 communes que compte ce département, **998 listes ont été déposées**.

Le département de l'Eure a lui enregistré **756 listes pour 584 communes** dont 434 où il n'y a qu'une seule et unique liste. 135 communes ont deux listes candidates et 13 en verront s'affronter trois. [Vernon est la seule ville à présenter cinq listes](#) et il y a huit sont en course pour briguer [la mairie d'Évreux](#).

- [Élections municipales](#)
- [Politique](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Résultats des élections municipales 2026

Municipales 2026 en Seine-Maritime et dans l'Eure : listes, candidats, place des femmes... On fait le point

Garance Ferrard

4-5 minutes

Alors que les élections municipales approchent, les listes ont toutes été validées, jeudi 26 février 2026. Têtes de listes féminines, nombre de candidats, record de listes... on fait le point.



Publié: 1 Mars 2026 à 18h03 Temps de lecture: 1 min

On peut dire que la [campagne électorale](#) est, presque, lancée. Officiellement, elle le sera lundi 2 mars 2026. Mais une première étape a été franchie avec la validation de l'ensemble des listes dans l'Eure et la Seine-Maritime, jeudi 26 février. Femmes têtes de liste, nombre de candidats, record de listes... On fait le point dans les deux départements.

Seine-Maritime

En Seine-Maritime, 998 listes ont été déposées. 17 275 candidats sont déclarés pour 707 communes et 1 260 964 habitants (2023). Dans le détail, 251 candidates sont têtes de liste soit 25,15 % des listes.

On constate que 608 communes n'ont qu'une seule liste. Ce qui représente 86 % des communes seinomarines. Parmi les 100 communes ayant plusieurs listes, deux villes se démarquent : Le Havre et Rouen, qui comptent respectivement six et sept listes validées, un record dans le département.

Et si on décide de faire un petit comparatif par rapport aux précédentes élections de 2020 ? À Dieppe, on passe de cinq listes en 2020 à quatre listes en 2026. Les plus gros changements se trouvent du côté du Havre où on passe de quatre listes en 2026 à six listes six ans plus tard, mais aussi de Rouen : dix en 2020, en

sept 2026.

Eure

Du côté de l'Eure, 756 listes ont été déposées, ce qui représente 11 983 candidats sur tout le département. L'Eure compte 584 communes pour 602 714 habitants (2023). Côté féminisation des têtes de liste, elles sont 216 candidates, soit 28,6 % des listes.

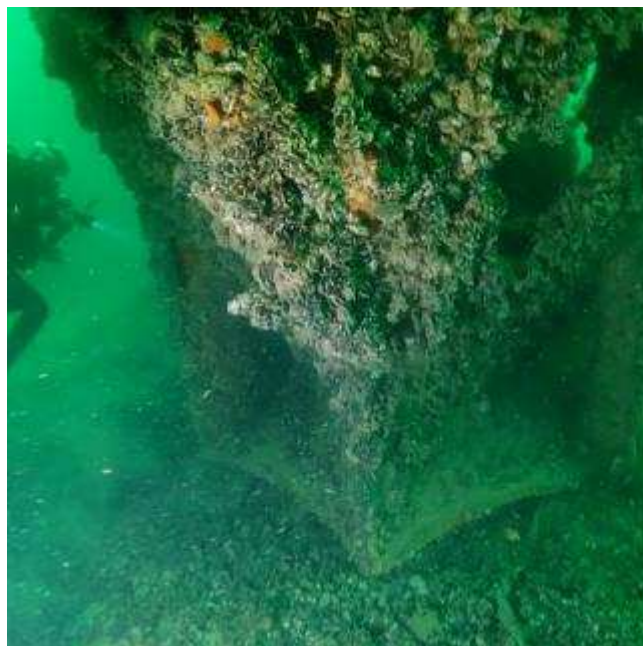
Sur 584 communes, 434 ne présentent qu'une seule liste pour ces prochaines élections. Cela représente 74,32 % des communes euroises. En ce qui concerne le record de nombre de listes dans une même commune, la première place revient logiquement à Évreux avec huit listes, la deuxième à Vernon avec cinq listes. Les communes de Louviers, Gisors, Les Andelys, Bernay, Pont-Audemer et Verneuil-d'Avre-et-d'Iton se partagent la troisième place avec trois listes à chaque fois.

Au total, 13 communes présentent trois listes et 135 communes présentent deux listes. Et à noter, une commune n'a aucun candidat ni aucune liste : il s'agit de Fatouville-Grestain, près de Pont-Audemer

Et si jamais vous voulez consulter l'ensemble des listes pour les élections municipales 2026 :

- Retrouvez les listes pour la [Seine-Maritime](#)
- Retrouvez les listes pour [l'Eure](#)

Lire aussi



[L'épave d'un bateau allemand de débarquement identifiée au large du Havre](#)



Municipales 2026. Il y aura bien des candidats dans les 707 communes de Seine-Maritime

Célia Caradec

~2 minutes

Cette fois c'est officiel : il y aura bien un maire élu dans chacune des 707 communes du département de Seine-Maritime. Au total, dans le département, ce sont 998 listes qui se présentent au premier tour des élections municipales, dimanche 15 mars. [Un arrêté préfectoral recense l'ensemble des candidatures](#) enregistrées dans chaque commune.

Un seul tour dans de nombreuses communes

Dans la grande majorité des communes (478), il n'y aura pas de suspens : **une seule liste est déclarée**. C'est le cas, bien souvent, dans des villages... Mais aussi dans des communes plus importantes comme Maromme, Gournay-en-Bray, Rives-en-Seine, Gonfreville-L'Orcher ou encore Saint-Romain-de-Colbosc.

Sept listes au Havre et à Rouen

Il y aura **des duels dans 181 communes, des triangulaires dans 41 communes**, dont Bolbec, Fécamp, Etretat, Mont-Saint-Aignan, Bois-Guillaume, Grand-Quevilly, Petit-Quevilly ou encore Montivilliers où un candidat a dû renoncer, [faute de colistiers en nombre suffisant](#).

Quatre communes verront **quatre listes** s'affronter : Dieppe, Yvetot, Saint-Pierre-lès-Elbeuf et Sotteville-lès-Rouen. **Elles seront cinq à Saint-Aubin-lès-Elbeuf**.

Enfin, les plus grandes communes du département sont aussi celles où il y aura le plus de prétendants au poste de maire : [sept candidatures au Havre](#) mais aussi à Rouen, où le candidat Reconquête! a renoncé à se présenter, [car il n'avait pas assez de colistiers](#).

Les candidats aux élections municipales dans les principales communes de Normandie sont à retrouver sur notre carte interactive :

Municipales 2026 : au Havre, Edouard Philippe joue son avenir national - ICI

6-7 minutes

7 candidats sont en lice au Havre pour les élections municipales des 15 et 22 mars. © Radio France - Amélie Bonté

Diffusé le lundi 2 mars 2026 à 8:31

Publié le lundi 2 mars 2026 à 8:31

Le maire sortant Horizons, Edouard Philippe se présente pour un troisième mandat en son nom lors des élections municipales des 15 et 22 mars. Face à lui, six candidats veulent le faire chuter au Havre et pourquoi pas pour sa campagne présidentielle.

Ce lundi, c'est le **début officiel de la campagne des élections municipales** des 15 et 22 mars. Les candidats ont déposé leur liste en préfecture, vous pouvez voir fleurir les panneaux d'affichages électoraux dans vos villes. Au Havre, [le maire sortant Horizons Édouard Philippe](#) brigue un troisième mandat en son nom. Face à lui [six autres candidats](#), dont son adversaire du second tour en 2020, [le député communiste Jean-Paul Lecoq](#) (soutenu par le PS, Les Écologistes et Place publique). L'ancien Premier ministre joue gros pour cette campagne municipale havraise, **il a lui-même conditionné sa victoire à la suite de sa carrière politique et notamment à l'élection présidentielle.**

Un maire sortant absent, voilà ce que martèle [Franck Keller, le candidat Union des droites pour la République et Rassemblement National](#), actuellement élu à Neuilly sur Seine : "*Le Havre ne peut pas attendre six ans de plus. **Edouard Philippe dit si je suis élu maire du Havre, dès le lendemain je partirai pendant un an partout en France faire campagne pour une élection présidentielle, donc il délaisserait Le Havre. C'est complètement paradoxal.***"

Concentrée sur le premier tour de l'élection, **Charlotte Boulogne tête de liste La France Insoumise** ne voit pas d'un mauvais œil le coup double, sortir Edouard Philippe au Havre et ailleurs "*ce qui compte pour l'instant c'est l'échéance municipale, mais si on pouvait faire une pierre deux coups et l'évincer pour les*

*présidentielles, ce serait une bonne chose.**"*

Le principal intéressé, **Edouard Philippe un peu lassé qu'on lui pose cette question de la présidentielle**, répond une élection après l'autre :

*"la seule hypothèse où je cesserai d'être maire du Havre, c'est si par extraordinaire, dieu sait que ce n'est pas fait, je devenais président de la République, si c'était le cas, ce ne serait pas mauvais pour Le Havre.**"*

À gauche, **le député communiste Jean-Paul Lecoq** se présente pour la seconde fois au Havre. En 2020 contre un Premier ministre, cette fois contre un présidentiable mais pour lui ça ne change rien **"je tiens à ce que cette campagne soir Havro-Havraise, que l'on parle de la vie quotidienne des Havraises et des Havrais. Je pense qu'il ne faut pas voler cette élection municipale à la population du Havre. Je n'ai pas de pression, je ne mène pas cette campagne pour rendre service au peuple de France mais pour changer le quotidien des Havraises et Havrais. Que je gagne ou pas, ma vie ne va pas changer. J'ai des adversaires dont la vie peut changer suivant le résultat, mais pas la mienne."**

Et quand on évoque une **triangulaire au second tour**, Edouard Philippe dit ne pas la craindre : *"je vois beaucoup de Havraises et de Havrais qui sont tentés d'exprimer un vote de contestation, j'essaie de leur expliquer qu'ils ont parfaitement le droit car c'est la démocratie mais qu'à la fin, il faut choisir qui prend la mairie pour les six ans qui viennent. Quand on exprime que de la protestation et de la contestation, on laisse parfois les autres décider pour soi."*

Edouard Philippe avait été réélu en 2020 au second tour avec 58,8 % des suffrages contre 41,2 % pour Jean-Paul Lecoq.

Les autres candidats au Havre

- Magali Cauchois, Lutte Ouvrière
- Marie Le Cieux, [Le Havre est à Vous ! \(liste citoyenne\)](#)
- Sophie Zarifian, [Le Havre en débat \(liste citoyenne\)](#)
- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Élections municipales](#)
- [Mairie – Municipalité](#)
- [Édouard Philippe](#)

Résultats des élections municipales 2026

Municipales 2026 à Rouen : la majorité sortante présente une liste renouvelée, plusieurs adjoints sur le départ - ICI

Emmanuel Grabey

4-5 minutes

55% des membres de la liste Fiers de Rouen 2026 n'ont jamais eu d'engagement politique. © Radio France - Fiers de Rouen

Publié le vendredi 27 février 2026 à 18:49

Fruit d'une alliance inédite depuis 2008 au premier tour entre les socialistes, les communistes et les écologistes, la liste Fiers de Rouen, emmenée par le maire sortant Nicolas Mayer-Rossignol, a été présentée vendredi 27 février 2026. Elle comporte plus de la moitié de novices en politique.

Le maire sortant de Rouen, le socialiste Nicolas Mayer-Rossignol, a présenté vendredi 27 février 2026 [sa liste pour les élections municipales](#) des 15 et 22 mars prochains. Baptisée Fiers de Rouen, comme en 2020, elle est le résultat d'une **alliance de premier tour** entre les socialistes, les écologistes et les communistes (et aussi les mouvements Place publique, Génération.s, Gauche républicaine et socialiste et Éveil citoyen), une première depuis 2008. Cette liste paritaire de 55 personnes comporte beaucoup de noms qui apparaissent pour la première fois sur un document de campagne. Pour plus de la moitié des candidats, 55%, ces municipales sont un **tout premier engagement politique**, à l'image de la numéro 2 de la liste, l'avocate Kaltoum Gachi. Sa place sur la liste ne signifie pas pour autant qu'elle sera 1ère adjointe en cas de réélection de Nicolas Mayer-Rossignol. "Il y a une liste pour gagner, il y aura ensuite une équipe pour gérer", glisse un membre de l'équipe de campagne.

Pourtant, même en cas de victoire, la place de 1ère adjointe sera libre, puisque l'actuelle occupante du poste, Caroline Dutarte, ne repart pas pour ces élections, après avoir eu la charge des affaires sociales et des solidarités à la mairie de Rouen pendant 18 ans. **Ne repartent pas non plus les adjoints** au commerce, Sileymane

Sow, aux sports, Sarah Vauzelle, à la démocratie participative et l'égalité femmes-hommes, Laura Slimani, ou encore celle qui avait la charge du tourisme à la ville et à la métropole, Christine de Cintré.

En revanche, d'autres **figures de la majorité sortante** remplissent en bonne place : l'écologiste Jean-Michel Bérégovoy, le communiste Manuel Labbé, ou encore la députée socialiste Florence Hérouin-Léautey. La moyenne d'âge de cette liste est de 48 ans, composée à 70% d'habitants de la rive droite et à 30% de la rive gauche.

- [Élections municipales](#)
- [Politique](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Résultats des élections municipales 2026



Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Les municipales se tiendront les 15 et 22 mars 2026. Qui sont les candidats déclarés ou en voie de l'être à Rouen (Seine-Maritime) pour ces élections ? Retrouvez la liste établie par ICI Normandie.

Le 13/01/2026 à 14:16

- Le candidat Grégoire Houdan a officialisé sa candidature ce vendredi 28 novembre. Il est la tête de liste du Rassemblement national et de l'Union des droites pour la République à Rouen pour les élections municipales de mars 2026.

Le 30/11/2025 à 13:24

- Jean-Michel Bérégovoy a été désigné tête de liste des écologistes

Élections municipales. Professions de foi des candidats et bulletins de vote : "On s'y prépare depuis longtemps"

Écrit par Myriam Libert

~3 minutes

À deux semaines du premier tour des élections municipales, l'impression des professions de foi des candidats tourne à plein régime. L'imprimerie IC4 près de Dieppe y consacre même ces derniers temps l'essentiel de son activité.

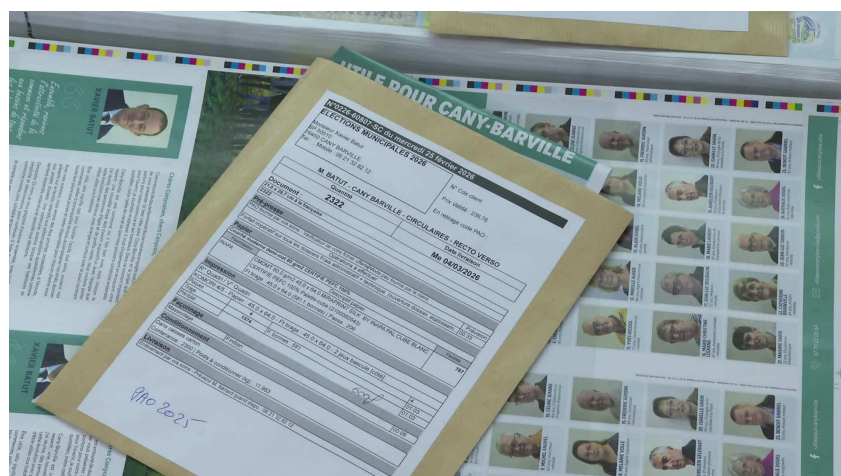
[Élections municipales 2026](#)

Professions de foi, bulletins de vote, affiches ou circulaires, les quatre machines d'impression fonctionnent en continu depuis une dizaine de jours. L'entreprise dieppoise IC4 spécialisée dans les travaux d'impressions, doit répondre en temps et en heure, aux commandes venues de toute la région.

"Là nous avons deux candidats qui sont de Dieppe, un autre de Saint-Pierre-les-Elbeuf, et là nous avons aussi des candidats qui viennent du 27". Antoine Beaucé, le directeur d'IC4, montre fièrement les piles de papiers qui s'accumulent les unes à côté des autres, sur lesquelles trône la tête d'un candidat qui se présente aux élections municipales.

VIDEO : N.Marot Saféris et E. Drouet

durée de la vidéo : 00h01mn10s



Professions de foi et bulletins de vote, l'heure est à la préparation des élections dans les entreprises d'impression • ©FTV

Les 19 salariés de l'entreprise fabriquent tous les papiers nécessaires au bon fonctionnement des élections. À cette période pré électorale, ces impressions occupent près de la moitié de la production. *"On s'y prépare depuis longtemps maintenant. On s'organise pour être capable d'emmagasiner la charge de travail qui arrive sur cette période-là. Nous, ça nous fait entre 20 à 25% de charges supplémentaires"* poursuit le dirigeant.

Un effort que comprennent bien les salariés. *"Il faut s'adapter, en plus du travail qu'on doit fournir en temps normal"* explique Laurent Hagège, conducteur offset, *"on fait des heures, on commence tôt, on finit tard, mais bon, c'est pendant une période courte, avant les élections"*.

Pour tenir les délais, tout le monde enchaîne les journées à rallonge, avant la clôture des impressions, mardi 3 mars.

Avec Noémie Marot-Saféris et Eloïse Drouet

Municipales 2026. Sport, alimentation... Comment les candidats du Havre tiennent le rythme de la campagne

6–8 minutes

Entraînement de boxe, bain de mer ou café en intraveineuse...
Quels sont les rituels des candidats aux élections municipales du Havre pour tenir le rythme de la campagne ?

Sur le même thème

[Alimentation](#)

[Municipales 2026](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés [S'abonner](#)



La campagne pour la mairie du Havre s'intensifie avec ce mois de mars 2026 (©LB/76actu)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 27 févr. 2026 à 18h16

Dans un peu de moins d'un mois, ce sera le premier tour des **élections municipales**. Au [Havre](#), comme partout ailleurs, la campagne bat son plein depuis quelques semaines déjà. Les [sept candidats](#) – en lice pour prendre la tête de la mairie – déambulent dans les quartiers, tractent, collent des affiches, organisent des

réunions publiques. Et pour tenir ce rythme, **certains ont leurs rituels.**

76actu les a questionnés pour savoir comment ils conservent la forme.

Boxe ou rugby

À commencer par le maire sortant, [Édouard Philippe](#) qui, pour maintenir le cap, continue d'enchaîner deux à trois fois par semaine, des **entraînements de boxe anglaise** dans le quartier du Mont-Gaillard en compagnie de son adjoint et directeur de l'association Emergences Madjid Nassah. Sessions sportives qu'il partage d'ailleurs, depuis longtemps sur les réseaux sociaux

La [candidate de La France Insoumise](#) a choisi une autre tactique. « Je suis une grosse accro au café donc ça ne change pas », déclare d'emblée Charlotte Boulogne. « Normalement j'adore faire de l'haltérophilie, du crossfit, ça me vide bien la tête mais je n'ai pas le temps en ce moment car je travaille à côté et je veux **être à 100 %** dans tout ce que je fais ». Elle a pris une période de congés uniquement pour la dernière ligne droite avant le vote.

En revanche, Charlotte Boulogne a trouvé une autre activité pour ce vider la tête, cette fan de rugby profite du **Tournoi des six nations**. « Ça me détend bien, on a de belles victoires. »

Côté alimentaire, elle sait l'importance de manger « plein de légumes, de fruits, une **bonne alimentation**, c'est important même si ce n'est pas facile car on mange souvent sur le pouce ». Si cette période n'est pas facile, « heureusement que c'est provisoire, mais on tient parce que ce qu'on fait, on le fait avec le cœur ».

Bain de mer ou tai-chi

Pour [la liste Le Havre est à vous](#), la réponse est – comme toujours – collective. Chacun a son truc pour tenir le rythme des réunions hebdomadaires, échanges pratiques et rencontres avec les électeurs : **bain de mer, vélo, danse, tai-chi**... Pour l'alimentaire certains se jettent sur les graines germées, d'autres sur les gros burgers luisants, en passant par les légumes de maraîchers locaux et les poissons et noix de Saint-Jacques de pêcheurs du coin...

Globalement, le groupe et notamment la tête de liste Marie Le Cieux, dit garder sa motivation en continuant à travailler (collectivement donc), à rencontrer les Havraises et les Havrais, et à **prendre du plaisir dans la préparation** de cette campagne. « On reçoit plutôt un accueil bienveillant », précise la candidate.

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« Écouter de la musique : ça ressource ! »

Le candidat de la gauche, habitué aux campagnes électorales, fait valoir son **expérience pour assurer l'endurance** nécessaire avant les élections. Et à défaut de repos, [Jean-Paul Lecoq](#) s'accorde des temps de pause qu'il essaye d'optimiser : « Fermer les yeux un quart d'heure, écouter de la musique : et ça ressource ! »

Il peut aussi compter sur son équipe pour l'épargner de la « bêtise » des autres, « qui peut casser le moral ». En particulier sur les réseaux sociaux : « J'évite les écrans, et je sais que je peux compter sur mes camarades pour rester protégé dans cette sorte de bulle ».

Enfin, Jean-Paul Lecoq prend garde à **ne pas tomber malade** pendant la campagne : « Un rhume et ça vous casse les pattes ! ». Pour ce faire, le candidat de la gauche a déjà choisi de se faire vacciner, considérant renforcer son immunité.

Un sommeil réparateur (si possible)

De son côté, la candidate qui mène la [liste citoyenne Le Havre en Débat](#) ne s'astreint pas à une hygiène de vie particulière pour sa première campagne. **Sophie Zarifian**, qui vient de boucler sa liste, essaie d'avoir un bon sommeil, malgré la charge mentale qu'une campagne exige.

« J'essaie de **bien dormir** la nuit mais ce n'est pas forcément évident, car il y a tellement de choses à penser. Comme nous ne sommes pas un parti, on n'a pas de service communication pour nous aider donc on doit tout faire nous-même et finir dans les temps. » Malgré ces contraintes nouvelles, « tout ce qu'on fait et qu'on découvre en faisant, ça donne de l'énergie quand même ! ».

Multisports, poisson, fruits...

Franck Keller, [candidat UDR-RN](#), est habitué à une hygiène de vie irréprochable. Un rythme accentué depuis octobre 2025, qui signe le démarrage de sa campagne municipale. « Je conserve **une alimentation extrêmement saine**. Pas d'alcool, pas de matière grasse, pas de viande rouge. Je mange beaucoup de poissons et des fruits et légumes », indique-t-il à *76actu*. Et **jamais de tabac**, ajoute-t-il.

Côté sport, l'ex-conseiller municipal à Neuilly-sur-Seine pratique le

tennis, le rugby, le krav maga, le basket et la course à pied.

« Pendant la campagne électorale, je fais aussi **deux footings** par semaine. »

Contactée, la candidate de la liste soutenue [par Lutte Ouvrière, Magali Cauchois](#), n'a pas répondu à nos sollicitations sur ce sujet.

Retrouvez tous nos articles sur les élections municipales au Havre dans notre [dossier spécial](#)

Suivez l'actualité du Havre sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre compte [TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026. De Facebook à TikTok, la campagne à Rouen et au Havre se fait aussi sur les réseaux sociaux

9–12 minutes

À quelques semaines des élections municipales 2026, les candidats des communes de Seine-Maritime s'activent sur le terrain mais aussi... sur les réseaux sociaux. Tour d'horizon.

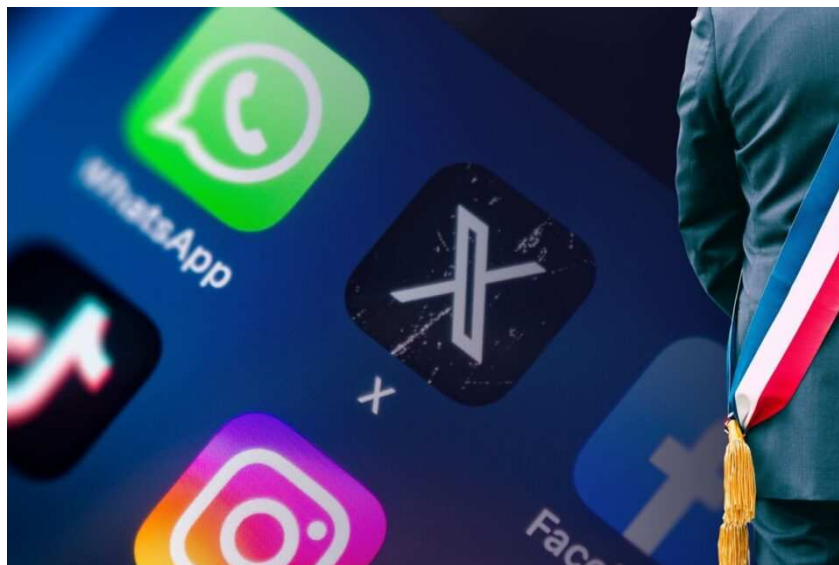
Sur le même thème

[Facebook](#)

[Municipales 2026](#)

[Réseaux sociaux](#)

Article réservé aux abonnés



Les réseaux sociaux sont devenus un véritable outil de campagne pour les candidats aux élections municipales au Havre, comme à Rouen (Seine-Maritime). Sont-ils vraiment indispensables ? Quelles sont les bonnes pratiques ? Voici les réponses.
(©AdobeStock/Illustration – Montage 76actu)

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 28 févr. 2026 à 7h42

Difficile d'y échapper... Vous êtes sans doute tombés – par hasard ou pas – sur un post Internet ou une vidéo d'un candidat aux

élections municipales 2026 de l'une des communes de [Seine-Maritime](#) ?

Dans les deux métropoles de [Rouen](#) et du [Havre](#), les têtes de liste ont en effet massivement investi **les réseaux sociaux**. Les principaux candidats disposent bien souvent des comptes dédiés, parfois doublés de ceux de leur parti, histoire de multiplier les canaux et d'occuper tout l'espace numérique. Et ce, sur tous les principaux réseaux : Facebook, Instagram ou encore TikTok. En effet, en plus de l'**incontournable distribution de tracts** et de la **tenue de meetings** et autres réunions d'appartement, une campagne quelle qu'elle soit se joue désormais aussi sur les réseaux sociaux. La rédaction de *76actu* fait le point sur les choix des candidats en la matière et avec un spécialiste, professeur chercheur à l'Université du Havre.

Facebook, Tiktok... quel réseau privilégient les candidats ?

Parmi les actifs, on peut noter [Laurent Bonnaterre](#), actuel maire Horizons de Caudebec-lès-Elbeuf. Il compte pas moins de 3 550 followers sur **Instagram** et près de 5 500 sur **TikTok**. C'est d'ailleurs là qu'il trouve une audience certaine puisque ses vidéos cumulent 150 000 *likes*. Pour rappel, la commune n'a que 10 476 habitants.

D'autres sont davantage présents sur Facebook. C'est le cas notamment du maire Horizons du Havre [Édouard Philippe](#). L'ancien Premier ministre y publie régulièrement des messages en direction de ses 260 000 abonnés sur son compte personnel : que ce soit en post ou en story.

« Édouard Philippe privilégie son compte Facebook », confirme une proche collaboratrice du maire actuel. Mais il a aussi des comptes spécifiques aux municipales 2026 sur Facebook, Instagram, TikTok, etc sous la bannière [LH2026 avec Édouard Philippe](#), précise-t-elle, tous « gérés par des bénévoles ».

Et il n'est pas le seul sur le territoire du Havre puisque d'autres candidats comme [Franck Keller](#), candidat UDR-RN, ou encore [Jean-Paul Lecoq](#) disposent eux aussi de comptes dédiés à ce scrutin municipal.

La vidéo, un outil incontournable ?

Côté format, **la vidéo s'est imposée comme l'outil fétiche** de cette campagne : TikTok, Reels Instagram... Et beaucoup s'y mettent en avant en s'adressant, face caméra, à leurs électeurs potentiels, tels des influenceurs. La plupart recyclent d'ailleurs les

mêmes contenus d'un réseau social à l'autre.

Et ça, Sophie Zarifian, tête de la liste nommée [Le Havre en débat](#) l'a bien compris. Il faut dire que c'est son métier. Réalisatrice de documentaires, **elle a lancé ce mouvement citoyen en janvier 2025**, avec une volonté affichée de créer du débat public sur la politique au Havre menée par le maire de la ville. Ses vidéos sur les réseaux sociaux affiches des dizaines de milliers de vues.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« Je constatais qu'il n'y avait pas d'opposition publique. Or, j'avais entre les mains la capacité de faire des vidéos et de structurer des discours », expliquait déjà en juin 2025 Sophie Zarifian.

Les réseaux sociaux : des essentiels aujourd'hui ?

Pour Fabien Liénard, professeur chercheur à l'Université du Havre, « la confiance envers les politiques augmente avec l'usage des réseaux sociaux, mais **la proximité humaine reste première** ». Il est convaincu qu'il est « plus difficile de créer du lien via les réseaux sociaux seuls ». À l'échelle municipale, insiste-t-il, les réseaux sociaux ont « peu d'impact sur le taux direct de votes ». En déduire qu'une rencontre sur le marché convaincra toujours plus qu'une story.

Les réseaux sociaux sont importants, mais pas décisifs. Ils participent à une stratégie à 360°, avec médias traditionnels, tracts et présence sur le terrain.

Le spécialiste en communication rejette donc l'idée selon laquelle il faut impérativement être sur Facebook, TikTok ou Instagram pour se faire élire. « C'est peut-être utopique de ma part, mais je ne pense pas que les réseaux sociaux soient nécessaires si c'est un choix du candidat », explique-t-il. Le discours selon lequel il n'y aurait « que les plateformes numériques pour toucher les 18-25 ans » lui semble exagéré. « Les jeunes ne sont pas tout le temps sur leur téléphone, le mieux c'est d'aller où ils sortent. »

Les conseils d'un professionnel

Y a-t-il des bonnes pratiques ?

Bien utilisés, les réseaux sociaux peuvent être un plus. Encore faut-il savoir comment s'y prendre. Fabien Liénard nous partage ses conseils. « Première règle : ne rien improviser », affirme le professeur. « Quand on est jeune, on pense bien maîtriser les

réseaux parce qu'on les utilise, mais un candidat ne doit pas gérer seul sa communication, il y a trop de pièges », précise-t-il. Il recommande de s'entourer de professionnels, capables d'anticiper les polémiques, de vérifier les contenus et de structurer une stratégie de réponse en cas d'attaque ou de critiques. Il préconise de choisir le bon média selon « la sociologie de chaque réseau ». Facebook touche les plus âgés, LinkedIn les professionnels et diplômés, TikTok les plus jeunes « et les classes plus populaires ». Selon lui, d'autres règles sont indispensables : avoir un slogan, « une marque discursive » sur des formats courts qui servent de porte d'entrée vers des contenus plus complets (sites, podcasts...). Le podcast justement lui paraît « un bon plan », avec des extraits réutilisables sur les réseaux sociaux. Enfin, il insiste sur la cohérence. Chaque réponse doit être reliée au programme et aux valeurs du candidat.

Les faux pas à éviter :

Et il y a aussi des mauvaises pratiques à éviter. Le premier piège, selon Fabien Liénard, est la réaction à chaud : « Il ne faut pas réagir dans l'immédiat. Répondre trop vite aux critiques comme aux messages de soutien expose à la sur-réactivité et aux dérapages. » Il recommande de « tout sous peser », car la trace numérique ne s'efface pas. « Tout ce qui est posté reste, le candidat ne peut plus retourner en arrière », détaille le professeur en communication. Autre alerte, l'usage de l'intelligence artificielle qui peut donner l'impression d'un discours peu sincère et d'un candidat « qui ne peut pas penser par lui-même ».

Sur le plan juridique, il rappelle qu'il y a des risques auxquels ne pas se frotter, comme l'interdiction de toute publicité six mois avant les élections, la diffamation ou le respect du droit à l'image. Il conseille également de cloisonner les comptes institutionnels des comptes de campagne.

Ils ne sont pas (ou peu) sur les réseaux : des exceptions à la règle ?

Si les réseaux sociaux sont utilisés pour une majorité des candidats aux élections municipales au Havre, comme à Rouen, certains restent encore en retrait. Parfois, c'est un choix délibéré, mais pour d'autres, comme **Eric Moisan**, [représentant Lutte Ouvrière à Rouen](#), c'est davantage **une situation subie**. « On a beaucoup de choses à faire et on n'a pas eu le temps de se concentrer sur ça, mais ce n'est pas un choix », avoue le candidat. « J'ai conscience de l'importance des réseaux sociaux et je ne les néglige pas. Je commence tout juste à me mettre sur X », ajoute-t-il.

Pour **Céline Vitard**, [représentante du Parti des Travailleurs à](#)

[Rouen](#), c'est à la fois un choix, mais aussi **un manque de moyens** qui justifie sa non-présence sur les réseaux sociaux. « On appartient au Parti des Travailleurs qui a son site, ses réseaux et son Journal, *La Tribune des Travailleurs*, donc on communique dessus, en collectif », explique Basile Gonzales, son directeur de campagne. « Il n'y a pas un culte autour d'une personne, pas une parole individuelle, précise-t-il. Donc c'est un choix que de ne pas avoir de réseaux. »

Il y a les journalistes pour nous faire connaître et participer à la démocratie, c'est d'ailleurs plus intéressant pour le débat public que la communication directe.

Le parti n'est pour autant pas contre les réseaux sociaux et reconnaît leur importance. « C'est pratique et ça aide à se faire connaître, mais **il faut avoir du temps à y consacrer pour ne pas subir les trolls** etc. », avance Basile Gonzales. « Nous, on est des travailleurs avec une vie ordinaire, on n'est pas des professionnels de la politique, on gère notre travail et nos enfants, donc on ne peut pas accorder de temps aux réseaux sociaux », détaille-t-il.

Pour lui, « ce qui pèse le plus, c'est la vie réelle, le fait d'être physiquement présent ».

Par Vanessa Leroy et Jessie Leclerc

Suivez l'actualité du [Havre](#) et de [Rouen](#) sur nos chaînes WhatsApp et [sur notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 au Havre. Santé : que proposent les candidats pour attirer les médecins ?

8–11 minutes

Voici le 1er volet de notre série de questions pour les sept candidats à la mairie du Havre pour les élections municipales à venir : que faire pour attirer les médecins ?

Sur le même thème

[Désertification médicale](#)

[Municipales 2026](#)

[Santé](#)



La santé est un vrai sujet de campagne pour les élections municipales au Havre. (@docteurdu16.blogspot.com)

Par [Delphine Revol](#) Publié le 2 mars 2026 à 8h14

Ecologie, santé, sécurité, propreté... La rédaction de 76actu a interrogé les sept candidats aux élections municipales du [Havre](#) des 15 et 22 mars 2026 en matière de **santé**, et ainsi avoir un aperçu de leurs propositions. Tous ont répondu à cette question cruciale alors que [Le Havre est un désert médical](#) : **que faire pour attirer les médecins ?**

Jean-Paul Lecoq – Mieux vivre ensemble au Havre

« Nous ferons de la santé un pilier central de notre action, avec un

plan massif, concret et immédiatement opérationnel pour améliorer la vie quotidienne des Havraises et des Havrais.

25 000 Havrais n'ont plus de médecin traitant. L'hôpital du Havre s'essouffle. Les EHPAD publics sont à bout.

Cette situation n'a rien d'une fatalité : elle est le résultat de décisions nationales assumées... et soutenues localement. Alors que le désert médical s'étend au Havre, la municipalité actuelle refuse d'agir, laissant la crise s'installer.

Notre engagement est clair : garantir à chacun un médecin et assurer un parcours de soins de qualité.

Cela passe par l'ouverture d'un centre de santé municipal avec des médecins salariés. Ce centre nécessite un investissement initial, qui sera ensuite autofinancé grâce aux remboursements versés par l'Assurance maladie.

Nous proposons une mutuelle municipale accessible à tous les habitants, afin de garantir une couverture compétitive.

Vidéos : en ce moment sur Actu

La ville doit jouer un rôle actif dans l'organisation des soins, en soutenant l'installation des professionnels, et en poursuivant et en amplifiant l'universitarisation du GHH, avec pour objectif d'intégrer Le Havre dans un CHU normand. »

Sophie Zarifian – Le Havre en débat

« Le problème n'est pas seulement d'attirer des médecins, mais de leur proposer un mode d'exercice adapté à la réalité d'aujourd'hui. Beaucoup de jeunes praticiens ne veulent plus travailler seuls, avec des semaines interminables et une charge administrative écrasante. Ils aspirent à des équipes, des horaires stables et une vraie vie de famille.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

La ville doit s'adapter à cette évolution. Nous créerons un centre de santé municipal, avec des médecins salariés, du personnel administratif et une équipe pluridisciplinaire. Ce centre sera complété par des annexes de proximité dans les quartiers, afin de garantir une véritable accessibilité aux soins et de lutter contre le renoncement au soins.

Ce modèle permettra de sécuriser l'installation des praticiens, d'assurer une présence médicale stable et de proposer des

consultations sans dépassement d'honoraires. La santé doit redevenir un service public de proximité, accessible à tous les habitants, quel que soit leur quartier ou leurs revenus. Nous mettrons aussi en place une mutuelle municipale, afin de réduire le reste à charge et de faciliter l'accès aux soins pour tous les habitants. »

Magali Cauchois – Lutte ouvrière-le camp des travailleurs

« Nous ne sommes pas pour mettre en concurrence les différentes communes et territoires pour « attirer » les médecins qui manquent partout, ainsi près de 87 % du territoire national est classé en situation de fragilité médicale. En effet, la pénurie résulte des restrictions imposées par tous les gouvernements de droite ou de gauche depuis des décennies, à la formation d'étudiants en médecine surtout pour réduire les dépenses de santé en rendant plus difficile l'accès à la médecine.

Dans le même temps, les économies budgétaires ont mis à mal les hôpitaux publics avec un manque criant de personnel soignant. Oui, la première cause des problèmes rencontrés par le système de santé est que l'État n'intervient plus que pour comprimer les dépenses. Sur 3 659 € de dépenses de santé par habitant en 2023, l'État n'en a payé que 23, la part essentielle de financement provenant des cotisations de Sécurité sociale. Par contre l'État trouve les milliards pour augmenter le budget des Armées !

Alors il est grand temps que les travailleurs inversent les choses, en imposant un service public de santé avec des centres de soins bien répartis sur le territoire et des soignants formés en nombre suffisant. »

Edouard Philippe – Le Havre !

« »Il faut être lucide : la démographie médicale n'est pas une difficulté propre au territoire havrais, c'est une préoccupation nationale, dont les solutions dépendent pour l'essentiel de l'État. Au Havre, trop d'habitants ne disposent pas d'un médecin traitant. Des spécialités médicales sont quasi inaccessibles. Contre cela, nous nous battons.

Nous avons créé une première année de médecine à l'université du Havre et voyons revenir de jeunes médecins formés ici. Nous facilitons l'hébergement des internes. Grâce au financement de LH Dentaire ou de postes universitaires au GHH, l'hôpital n'a jamais compté autant de médecins et d'internes. Nous finançons aussi « 100 % LH », pour accompagner les patients en affection longue

durée sans médecin traitant.

Nous créerons une pépinière de médecins généralistes juniors avec l'ouverture d'un hôtel médical. Nous déploierons un dispositif municipal de financement des assistants médicaux. La communauté médicale estime que cela permet généralement de suivre 20% de patients supplémentaires.

Et, parce que 85% de notre santé est influencée par notre environnement et nos modes de vie, nous lancerons un grand plan de prévention associant tous les acteurs du territoire. »

Marie Le Cieux – Le Havre est à vous

« Pour attirer des médecins au Havre, dont de jeunes médecins, il nous semble important d'agir à la fois sur la formation, les conditions d'exercice et la qualité de vie. Nous souhaiterions mettre en place un soutien aux lycéens et aux étudiants en 1^{ère} année de médecine pour permettre à un plus grand nombre d'accéder à ses études, notamment plus de personnes issues des milieux populaires. Des dispositifs d'accompagnement, de tutorat et d'aide financière permettraient que ces derniers se sentent légitimes et soutenus pour entamer ces études. Former localement augmente les chances de voir nos futurs professionnels s'installer sur le territoire.

D'autre part, la création de centres de santé municipaux pourrait être un levier attractif pour attirer et garder des praticiens qui souhaiterait exercer sous statut salarié, dans un cadre de travail pluriprofessionnel et sécurisé. Cela passe aussi par un environnement de vie équilibré : un accès à une offre culturelle fournie, des solutions d'accueil pour la petite enfance et des conditions de vie favorables aux familles.

Les habitant(e)s ont aussi exprimé leur souhait d'une couverture sanitaire universelle, de développer un réseau d'infirmières scolaires municipales, ce qui contribuerait à améliorer l'organisation des soins, soutenir la prévention et donc offrir aux médecins un exercice plus efficace, coordonné et attractif. »

Charlotte Boulogne – Le Havre Insoumis

« Pour attirer les médecins, c'est implanter des centres de santé pluridisciplinaires et des coopératives médicales avec des statuts de salarié·e·s, souvent plus appréciés car ils permettent un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. C'est aussi soutenir les étudiant·es dans leurs études en facilitant le logement et en luttant contre la précarité étudiante (épicerie municipale, transports gratuits, ...). C'est aussi offrir une ville attractive, un

cadre où il fait bon vivre et rester, en agissant sur le logement, l'école, les crèches, les offres de loisirs et la culture. »

Franck Keller – Le Havre d'abord, les Havrais toujours !

« Mes priorités en matière de santé pour Le Havre sont : la transformation de l'hôpital en CHU pour attirer médecins et garder les étudiants en médecine, la mise en place d'une mutuelle municipale à tarifs négociés, l'ouverture de cinq maisons de santé de proximité, la création d'un poste d'adjoint dédié au handicap. »

Retrouvez tous nos articles sur les élections municipales du Havre dans [notre dossier spécial](#).

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Montville, André Martin, un visionnaire, « un homme de bien » et une devise : « Faire face »

6-7 minutes

Un vibrant hommage a été rendu à André Martin à l'occasion du centenaire de sa naissance, devant le buste installé en 2002 à l'entrée du parc du manoir.

Article réservé aux abonnés



Le portrait d'André Martin dévoilé sur la façade du musée ©Le Bulletin

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 1 mars 2026 à 12h00

Une grande partie de sa famille était présente avec, en tête, le sénateur et maire honoraire de [Montville](#), Pascal Martin. De nombreuses personnalités du monde politique, députés, sénateurs élus municipaux, ainsi que bon nombre de Montvillais avaient tenu à participer à cet hommage à André Martin, maire emblématique de la commune. Une gerbe a été déposée par Pascal Martin, une autre par la maire Anne-Sophie Clabaut.

Un homme attaché à sa commune

Pour honorer sa mémoire, la commune a décidé de lui consacrer **l'exposition de réouverture du musée**. L'ensemble des

personnes présentes s'est donc dirigé rue Baron Bigot où avant les discours et la présentation de la vie et de l'œuvre d'André Martin, une très grande bâche à son effigie a été dévoilée le long de la façade du bâtiment.

La maire a ensuite dressé le portrait de celui **qui fut d'abord instituteur** à Montville avant d'être élu à la tête de la ville. Un poème rédigé en son honneur par Dominique Notias a été lu par les enfants du CMEJ. « La date du 14 février est généralement associée à l'amour, mais c'est une forme d'attachement que nous célébrons aujourd'hui : attachement de l'homme à sa commune et à ses habitants », a déclaré Anne Sophie Clabaut avant de retracer le parcours d'André Martin.

Instituteur, puis maire, dès 1959

Arrivé à Montville comme jeune instituteur, en 1946, il a été élu maire en 1959 et n'a cessé de bâtir et d'accompagner les Montvillais. **L'école Berlioz, le musée des sapeurs-pompiers, les jardins ouvriers, le centre de secours des sapeurs-pompiers, une HLM**, pour ne citer que quelques exemples, ont ainsi été créés sous ses mandatures. En deux décennies, la population est passée **de 2 000 à près de 5 000 habitants.**



Dépôt d'une gerbe par Pascal Martin devant la stèle de son père.
©Le Bulletin

« André Martin menait la commune de la même manière que ses classes, avec pédagogie », a constaté la maire, rappelant qu'il a été sénateur et président du Conseil général. André Martin a par ailleurs toujours été attaché au logement social, lui qui connaissait la difficulté, sa vie ayant commencé dans la pauvreté et la douleur. Il a dû faire face à de nombreuses épreuves à tel point que sa devise était : « Faire face ».

Transmission des valeurs

« André Martin était un homme cultivé courtois, sensible qui a su également transmettre ses valeurs, notamment à son fils » a ajouté l'élue, avant de donner la parole à des Montvillais, qui ont partagé des instants de vie avec l'ancien maire. Gilbert Mabire a rapporté l'avoir eu comme enseignant et par ailleurs, avoir gardé en tête la date du 11 mars 1983, date où il est entré au conseil. Il y est resté pendant 26 ans, soit deux mandats avec André Martin et deux avec son fils.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

À l'initiative de nombreuses réalisations

Francis Rosseel s'est souvenu de la première députation d'André Martin et d'une campagne menée avec les membres du conseil municipal dont il faisait partie. Il a confié quelle joie intense avait été la sienne lors de son élection et s'est dit fier d'avoir participé à ce parcours politique. Plusieurs personnes ont ensuite témoigné spontanément, relatant anecdotes ou souvenirs, avant que Pascal Martin prenne la parole, avec beaucoup d'émotion. Il a rappelé tout ce qui avait été réalisé sous les mandatures de son père : la construction de la caserne des sapeurs-pompiers, la transformation du centre bourg avec une grande question qui s'était posée, celle de maintenir ou non les halles.

Un plan d'eau réputé, qui a pourtant suscité des polémiques

C'est aussi lors d'un de ses mandats que le musée des sapeurs-pompiers a été inauguré et que l'idée du plan d'eau a été lancée. Un projet qui a alors suscité des polémiques, mais Pascal Martin a constaté : « qui, aujourd'hui, aurait l'idée de dénigrer ce lac ? ».





Pascal Martin rend hommage à l'homme politique, mais aussi à son père. ©Le Bulletin

Le sénateur a également souligné qu'André Martin a été l'un des premiers « à souhaiter une piscine intercommunale, avec l'idée d'apprendre aux enfants à nager, idée qui, cinquante ans plus tard est toujours d'actualité ».

Un homme de bien, qui a œuvré jusqu'à la fin pour sa commune et son territoire.

Une forme de résilience a par ailleurs guidé André Martin : abandonné à la naissance, placé dans des familles malveillantes, voire maltraitantes, qui ont pu donner des envies de suicide à l'enfant qu'il était alors, il a su, toutefois, « faire face », grâce à des rencontres plus heureuses, comme celle d'un instituteur ou de parents de camarades de classe, qui ont contribué à forger l'homme qu'il est par la suite devenu : « un homme de bien, qui a œuvré jusqu'à la fin pour sa commune et son territoire », a conclu Pascal Martin.

Exposition hommage à André Martin, à l'occasion du centenaire de sa naissance, au musée des sapeurs-pompiers de Montville, jusqu'au 22 mars. Entrée libre.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 à Rouen. Avec 55 % de petits nouveaux, qui sont les colistiers de Nicolas Mayer-Rossignol ?

7-8 minutes

La liste Fiers de Rouen (socialistes, écologistes, communistes) aux élections municipales, emmenée par Nicolas Mayer-Rossignol, a été dévoilée vendredi 27 février 2026. Détails.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Nicolas Mayer-Rossignol](#)



Nicolas Mayer-Rossignol (PS) a dévoilé sa liste aux élections municipales à Rouen (Seine-Maritime) vendredi 27 février 2026. (©FM/76actu)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 28 févr. 2026 à 11h58

Après [Marine Caron \(droite/centre\)](#) et [Maxime Da Silva \(LFI\)](#), le maire sortant de **Rouen (Seine-Maritime)**, [Nicolas Mayer-Rossignol](#), candidat à sa réélection, a dévoilé la liste de son collectif **Fiers de Rouen** (socialistes, place publique, écologistes, communistes) aux [élections municipales](#). C'était vendredi 27 février 2026, à la salle Micheline-Ostermeyer, dans le quartier Pasteur. En voici tous les noms et les contours.

Des visages nouveaux

« Cette liste rassemble l'ensemble des composantes de gauche et des écologistes, **hormis LFI bien entendu**, a déclaré Nicolas Mayer-Rossignol en présence d'une partie de ses colistiers. L'âge des candidats va de 19 à 73 ans, la moyenne étant de 48, et ils viennent de tous les quartiers, dont un tiers de la rive gauche, ce qui correspond à sa part dans la population de la ville. »

Dans cette liste il y a 55 % de nouveaux noms, qui partagent les mêmes valeurs humanistes, de solidarité et de fraternité, et de combat contre l'extrême droite. Leurs compétences et leur parcours sont multiples.

Parmi les petits nouveaux, en deuxième position sur la liste, **Kaltoum Gachi**, avocate et co-présidente Mrap (mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), a pris la parole pour se présenter : « Je suis avocate et citoyenne engagée pour la dignité et l'égalité. Je rejoins une belle équipe qui porte une vraie vision, **faire en sorte que Rouen reste une ville de droit, d'émancipation et de solidarités**. C'est mon premier engagement politique, je le fais en toute humilité. »

Également nouvelle, **Juliana Vienne, psychologue**, vient de la mouvance écologiste. Elle met en avant « l'importance de soutenir les associations et d'intensifier la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ou encore **Clémentine Le Duey**, conseillère principale d'éducation, communiste, qui a notamment évoqué la question du logement : « Quand j'étais étudiante j'ai moi-même vécu dans un logement insalubre, **quasiment sans chauffage pendant deux ans et demi**. Il faut développer le permis de louer ici. »



Une partie des colistiers de Nicolas Mayer-Rossignol.
(©FM/76actu)

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Ceux qui partent et ceux qui restent

Pour le reste, si l'on regarde les noms de la liste dans le détail, par rapport à la municipalité actuelle, **il y a ceux qui ne repartent pas, pour diverses raisons** : Caroline Dutarte, Sileymane Sow, Frédéric Marchand, Sarah Vauzelle, Laura Slimani, Christine de Cintré...

Et il y a ceux que l'on connaît déjà et qui remplissent : Fatima El-Khili, Jean-Michel Bérégovoy, Manuel Labbé, Abdelkrim Marchani, Marie-Andrée Malleville, Adrien Naizet, Florence Hérouin-Léautey, Stéphane Martot, Élisabeth Labaye, Valentin Rasse-Lambrecq, Cyrille Moreau, Françoise Lesconnec, Matthieu de Montchalin, Kader Chekhemani, Nicolas Zuili, Kalminthe Gomis, etc. **On les retrouve d'ailleurs pour une bonne part dans les premières places de la liste.**

Voici la liste complète emmenée par Nicolas Mayer-Rossignol :

1. **Nicolas Mayer-Rossignol**, 48 ans, ingénieur ;
2. **Kaltoum Gachi**, 49 ans, avocate ;
3. **Jean-Michel Bérégovoy**, 59, professeur des écoles ;
4. **Hélène Michot**, 49 ans, auto-entrepreneuse ;
5. **Fatima El-Khili**, 56 ans, professeure de gestion ;
6. **Manuel Labbé**, 50 ans, professeur d'histoire ;
7. **Abdelkrim Marchani**, 46 ans, ingénieur, délégué général d'une association au service des PMR ;
8. **Marie-Andrée Malville**, 59 ans, chargée de mission culturelle ;
9. **Adrien Naizet**, 36 ans, directeur des opérations dans une PME normande ;
10. **Florence Hérouin-Léautey**, 53 ans, attachée territoriale ;
11. **Stéphane Martot**, 53 ans, assistant de service social ;
12. **Élisabeth Labaye**, 71 ans, retraitée de l'Éducation nationale ;
13. **Valentin Rasse-Lambrecq**, 30 ans, cadre du secteur privé ;

14. **Juliette Biville**, 42 ans, professeure-documentaliste ;
15. **Matthieu de Montchalin**, 57 ans, libraire ;
16. **Clémentine Le Duey**, 28 ans, conseillère principale d'éducation ;
17. **Yves Soret**, 67 ans, agriculteur ;
18. **Caroline Mendy**, 31 ans, conseillère d'animation sportive ;
19. **Cyrille Moreau**, 53 ans, attaché parlementaire ;
20. **Zohra Amimi**, 42 ans, bénévole associative ;
21. **Nicolas Zuili**, 61 ans, chirurgien dentiste ;
22. **Pascale Seux**, 55 ans, responsable de formation ;
23. **Hakim Salah**, 37 ans, responsable marketing ;
24. **Annie Boulon-Fahmy**, 73 ans, inspectrice honoraire,
administratrice dans une association d'éducation populaire.
25. **Kalminthe-Gomis**, auto-entrepreneur ;
26. **Sonia Tlich**, 48 ans, gestionnaire de ressources humaines ;
27. **Imed Tabachi**, 22 ans, étudiant ;
28. **Benjamine Ducerf**, 51 ans, psychologue hospitalière ;
29. **Ludovic Lelesque**, 48 ans, directeur de centre d'action sociale ;
30. **Françoise Lesconec**, 66 ans, retraitée ;
31. **Kader Chekhemani**, 54 ans, collaborateur d'élu, ancien sportif de
haut niveau ;
32. **Élise Boquié**, 57 ans, conseillère entreprises ;
33. **Dorian Justin**, 31 ans, éducateur ;
34. **Gaëlle Sylvestre**, 40 ans, agent administratif ;
35. **Thibaut Drouet**, 42 ans, entrepreneur ;
36. **Juliana Vienne**, 32 ans, psychologue ;
37. **Mohamed Berbra**, 71 ans, agent de la ville retraité ;
38. **Élizabeth Alazard-Schneider**, professeure retraitée ;
39. **Frédéric Chaunu**, 36 ans, professeur de philosophie ;
40. **Agathe Samson**, 25 ans, collaboratrice parlementaire ;
41. **Patrick Le Bonniec**, 65 ans, retraité fonction publique territoriale ;
42. **Catherine Goode**, 62 ans, retraitée ;
43. **Antoine Besnard**, 24 ans, conseiller principal d'éducation ;

44. **Adeline Pierre**, 51 ans, directrice d'établissement médico-social ;
45. **Gaël Mansard**, 48 ans, journaliste associatif ;
46. **Nathalie Gosselin**, 68 ans, directrice de la culture ;
47. **Kévin Hibert**, 36 ans, ingénieur des ponts et chaussées ;
48. **Orlane Devin**, 21 ans, en recherche d'emploi ;
49. **Gabriel Mahe Lenormand**, 19 ans, étudiant ;
50. **Hortense Hector**, 73 ans, éducatrice retraitée ;
51. **Jean de Beir**, 69 ans, professeur des universités ;
52. **Cécile Madeline**, 52 ans, avocate ;
53. **Sofiane, Deghmani**, 19 ans, étudiant ;
54. **Stéphanie Lefevre**, 51 ans, directrice d'école ;
55. **Samantigui Doumbia**, 39 ans, géomaticien.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Sécurité : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe

Paris Normandie

7-8 minutes

Dans le cadre des élections municipales qui se dérouleront les 15 et 22 mars 2026, la rédaction de Paris Normandie vous propose de retrouver, chaque jour, les propositions des candidats à la mairie de Dieppe suivant huit thématiques. Aujourd'hui, la sécurité.



La sécurité au cœur de la campagne. - Photo d'illustration Paris Normandie



Publié: 2 Mars 2026 à 07h05 Temps de lecture: 1 min

Antoine Labé

Dieppe conquérante





Antoine Labé - DR

« Pendant notre mandat, Dieppe redeviendra une ville paisible et sécurisée pour tous ses habitants. Pour cela, les effectifs de la police municipale seront doublés et leur présence garantie 24 heures sur 24 et 7 jours 7, opérante sur l'ensemble du territoire communal.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La vidéoprotection sera généralisée, avec un objectif de 100 caméras et la mise en place d'un centre de supervision urbaine en temps réel.

Lutter contre les troubles en centre-ville

Une application mobile sera déployée et permettra de signaler rapidement toute situation de danger, avec suivi et dépôt de pré-plainte pour accélérer les procédures.

Nous mettrons en place un plan d'action « tranquillité cœur de ville » visant à lutter contre les troubles en centre-ville : ivresse publique, harcèlement de rue, attroupements, avec des retours d'expérience et un suivi régulier avec les commerçants, qui doivent pouvoir travailler en paix.

Enfin, nous renforcerons la coopération ville-police-justice pour une action coordonnée et efficace au quotidien. »

Hugo Lomenède

Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs





Hugo Lomenède - DR

« De quelle sécurité parle-t-on ? À longueur de journaux et de télé, on nous dit que dans les sondages, les émigrés seraient responsables de tous les maux.

Mais il y a une autre insécurité qui est propagée par tous ces politiciens, c'est la préparation de tous les esprits à la nécessité de la guerre « de haute intensité ». Il faudrait se préparer à « perdre nos enfants », comme nous dit le chef d'état-major. Mais pour défendre les intérêts de qui ? De la population, des travailleurs ? Non, pour défendre les intérêts des capitalistes.

Les rivalités entre grandes puissances s'exacerbent

Les rivalités entre grandes puissances s'exacerbent et mènent tout droit à un conflit généralisé, sans qu'on sache encore qui affrontera qui. En attendant, les marchands d'armes se réjouissent. Les travailleurs de tous les pays, eux, seront sacrifiés s'ils ne livrent pas aux capitalistes une guerre sans merci ! »

Nicolas Langlois

Tous ensemble pour Dieppe





Nicolas Langlois - DR

« Pour nous, la sécurité n'est pas un thème qu'on agite pour faire peur mais un droit, entendu au sens très large : les Dieppoises et Dieppoises ont droit à la sécurité dans leur vie quotidienne, dans leur logement, leur santé, leur accès aux services publics et à la culture, au sport et aux loisirs.

Pour répondre au sentiment d'insécurité, nous agissons et voulons continuer à agir concrètement : réunions régulières des acteurs de la sécurité publique pour coordonner les interventions, actions contre les incivilités routières, développement d'outils comme les 85 caméras de vidéoprotection qui vont être installées dans la ville dès 2026.

Renforcement des effectifs de police municipale

Douanier de métier, je sais que la présence de femmes et d'hommes en uniformes, pour rassurer, accompagner les habitants, faire de la médiation, est essentielle.

Notre programme en matière de sécurité, c'est donc aussi le renforcement des effectifs de police municipale, notamment durant

la haute saison, et l'exigence de renforts pour la police nationale. »

André Gautier

Dieppe qu'on aime



André Gautier - DR

« La sécurité, c'est la première des libertés. Il ne peut y avoir de vivre ensemble sans sécurité. Le maire, élu de proximité, ne peut ignorer l'insécurité qui touche habitants et commerçants.

C'est pourquoi nous déploierons une vidéoprotection active pour lutter contre les violences et l'errance... : pas d'achat mais location de caméras pour s'adapter aux évolutions technologiques et mise en place d'une surveillance préventive en lien avec les forces de l'ordre et la police municipale.

Nous développerons un plan communal de sauvegarde et de sécurité civile

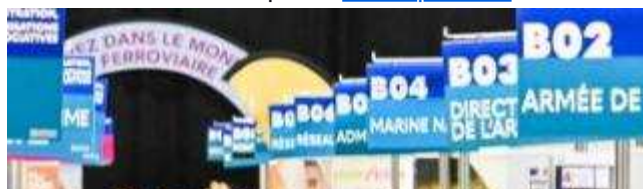
Nous rétablirons durablement l'éclairage nocturne dans les quartiers. Nous renforcerons les effectifs de policiers municipaux et les amplitudes de service, développerons les formations spécifiques et organiserons un audit sur l'armement des agents.

Nous soutiendrons les actions de prévention auprès des plus jeunes et de lutte contre les violences intrafamiliales dans le cadre du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance.

Enfin, nous développerons un plan communal de sauvegarde et de sécurité civile et les actions de prévention des risques. »

Demain, la santé.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Sécurité : les propositions des candidats aux municipales à Neufchâtel-en-Bray

Paris Normandie

6-7 minutes

Dans le cadre des élections municipales qui se dérouleront les 15 et 22 mars 2026, la rédaction de Paris Normandie vous propose de retrouver, chaque jour, les propositions des candidats à la mairie de Neufchâtel-en-Bray suivant huit thématiques. Aujourd'hui, la sécurité.



La sécurité au cœur de la campagne. - Photo d'illustration
Stéphanie Péron Clément



Publié: 2 Mars 2026 à 07h53 Temps de lecture: 1 min

Philippe Trélat

En cœur pour Neufchâtel





Philippe Trélat - DR

« La sécurité est essentielle au bien-vivre à Neufchâtel. Notre liste *En cœur pour Neufchâtel* maintiendra un climat serein en adaptant la vidéoprotection aux besoins réels de la ville, dans un souci d'efficacité et de prévention.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les entrées de ville feront l'objet d'aménagements pour sécuriser les flux et modérer la vitesse. La sécurité des passages piétons sera renforcée, avec une meilleure visibilité pour protéger piétons, familles et personnes à mobilité réduite. Nous veillerons aussi au respect du stationnement afin de préserver les trottoirs, trop souvent encombrés.

Nous réévaluerons les plages d'extinction de l'éclairage public

Face aux difficultés d'accès à la déchetterie, nous engagerons une réflexion avec la Communauté de communes Bray-Eawy sur son éventuel déplacement à l'extérieur du centre, tout en restant à proximité pour garantir un service pratique.

Enfin, nous réévaluerons les plages d'extinction de l'éclairage public pour concilier sobriété énergétique et sécurité. »

Joël Lacaille



Joël Lacaille - DR

« Les Neufchâtelois doivent vivre sereinement dans leur ville. Ce qu'on appelle familièrement la tranquillité publique, c'est la sécurité sous ses différentes formes comme la sécurité routière où chacun doit pouvoir circuler sur une voirie entretenue, une limitation de vitesse respectée et une sécurité piétonne avec des trottoirs aménagés et remaniés.

Des efforts doivent être engagés à ce niveau à court et moyen termes. Les habitants l'attendent et nous le demandent régulièrement.

La sécurité générale passe par un renforcement de la vidéo surveillance

« La sécurité générale passe aussi par un renforcement de la vidéo surveillance dans les quartiers et par la réduction des incivilités aux abords du centre-ville.

Nous sommes également interpellés sur la qualité de l'éclairage

public en fonction des quartiers. Nous étudierons la faisabilité d'un éclairage à détection de mouvements secteur par secteur, permettant de répondre efficacement à la problématique sécurité/pollution lumineuse/économie d'énergie. »

Fabrice Morice

Neufchâtel Pour Tous



Fabrice Morice - DR

« *Neufchâtel Pour Tous* s'engage pour une sécurité visible, de proximité et au service de tous. Nous renforcerons la présence d'agents de police municipale sur le terrain, à l'écoute des habitants, et développerons la vidéoprotection sur l'ensemble de la commune.

La limitation de vitesse aux abords des écoles sera strictement appliquée, avec une tolérance zéro sur les incivilités : nuisances sonores, rodéos et dégradations.

Un contrat local contre les violences conjugales,

sexistes et sexuelles

Nous rétablirons les agents assurant la traversée des enfants devant les établissements scolaires. Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance sera remis en fonction.

Un contrat local contre les violences conjugales, sexistes et sexuelles sera mis en œuvre, avec un élu référent dédié. La police municipale interviendra activement dans nos écoles sur la prévention du harcèlement, du cyberharcèlement et délivrera les permis piétons et vélos. »

Demain, la santé.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Emploi : les propositions des candidats aux municipales à Neufchâtel-en-Bray](#)



Municipales 2026 au Havre. Les propositions des sept candidats sur le thème de la santé

Paris Normandie

~4 minutes

Durant les deux semaines précédant les élections des 15 et 22 mars 2026, les sept candidats déclarés à la mairie du Havre détaillent leurs mesures phares concernant des thématiques relevant de la politique de la Ville. Premier volet : la santé.



Publié: 1 Mars 2026 à 18h31 Temps de lecture: 1 min

Comme en 2020, sept candidats briguent la mairie du Havre aux élections municipales des 15 et 22 mars 2026. Face au maire sortant, [Édouard Philippe](#) (Horizons), le député communiste [Jean-Paul Lecog](#) mène une liste d'union de la gauche – à l'exception de La France insoumise, représentée par [Charlotte Boulogne](#). [Franck Keller](#) se présente sous la bannière UDR-RN. Deux collectifs citoyens sont cette année en lice : [Le Havre est à vous](#) avec à sa tête Marie Le Cieux et [Le Havre en débat](#) de Sophie Zarifian. Enfin [Magali Cauchois](#), déjà candidate en 2014 et 2020, porte pour la troisième fois la voix de Lutte ouvrière.

Le Havre Paris Normandie a demandé à chacune des têtes de liste de présenter sa mesure phare pour une série de neuf thématiques relevant de la politique de la Ville. Aujourd'hui : la santé.

Les contributions sont présentées conformément à l'attribution de l'ordre des panneaux électoraux entre les listes candidates tirées au sort en sous-préfecture du Havre le 26 février 2026. Demain, le pouvoir d'achat.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

Municipales 2026 : le logement parmi les préoccupations des électeurs à Dieppe

Philippe Dufresne

7-8 minutes

Dernière ligne droite avant le premier tour des élections municipales, dimanche 15 mars 2026. Chaque jour, un thème différent reflétant les attentes des habitants. En face, ce que proposent les candidats. Aujourd'hui : gros plan à Dieppe sur la problématique du logement.



Publié: 1 Mars 2026 à 11h55 Temps de lecture: 1 min

Vent froid et pluie fine baignent le [marché de Dieppe](#) en ce mercredi matin de février 2026. Il faut être motivé pour sortir de chez soi, mais justement est-il simple de se loger ici ? Un couple de jeunes retraités, François et Véronique, a un avis tranché : « *Ce n'est vraiment pas simple de trouver ce qu'on veut, où on veut et au prix qu'on veut.* »

Plus âgée, Denise, cabas en main, lâche quelques mots, rapidement : « *Pas facile pour les jeunes ou les jeunes couples de trouver à se loger.* » À l'inverse, Vincent, 23 ans, salarié, prend le sujet avec plus de légèreté : « *Pour l'instant, je me loge à l'extérieur, et si j'ai besoin je me fais héberger chez un ami ici, pour travailler.* » Pour Sarah, la vingtaine : « *Il faudrait plus de logements accessibles.* »

Des années 1970 à environ 2010, la ville a perdu un quart de sa population à cause de la désindustrialisation

Nicolas Langlois, Maire de Dieppe

L'échantillon est représentatif du sentiment général : [Dieppe est une ville où on veut vivre mais où trouver un logement](#) « *de base* » n'est pas simple. Ce n'est pas la rançon de la gloire mais plutôt

celle d'une relance.

Nicolas Langlois, maire depuis 2017 (PCF, liste « Tous ensemble pour Dieppe »), résume : « *Des années 1970 à environ 2010, la ville a perdu un quart de sa population à cause de la désindustrialisation, de la baisse d'activité du port... Sous mon mandat, le chiffre s'est stabilisé autour de 29 000 habitants et la tendance est à une remontée.* » La raison de cette inversion tient, notamment, à trois lettres : EPR. Le chantier pharaonique des deux nouveaux réacteurs nucléaires, qui se trouve à vingt minutes de Dieppe, change tout.

3 000 logements à venir

Il va falloir une dizaine d'années pour mener à bien les travaux. L'opération va mobiliser de 8 000 à 12 000 ouvriers de tous les secteurs. Une fois opérationnels, les deux sites injecteront plusieurs centaines de nouveaux emplois. Il faudra donc loger ces nouveaux Normands. « *Ils seront demandeurs de services administratifs, de santé, de sport, de culture, de commerces...* Dieppe est un lieu qui répondra à leurs besoins », se projette le maire.



Construire plus de logements, c'est une priorité à Dieppe. - Paris Normandie

Plus de 3 000 logements devraient sortir de terre à Dieppe, dont 50 % directement liés à l'EPR, le reste au marché local. « *On veut des logements de qualité, pas des cages à lapins !* », prévient Nicolas Langlois. Si, à court terme, une partie servira aux ouvriers du chantier, à long terme, toutes ces habitations sont destinées à des Dieppois installés dans la ville. Il faut donc anticiper. La ville mise sur des conceptions d'appartements évolutifs. Des T1

pouvant, facilement, être transformés en T3 dans quelques années. Le maire mise aussi sur la rénovation et l'amélioration de l'existant.

Rupture du parcours résidentiel

André Gautier (LR, liste « Dieppe qu'on aime ») est coprésident du comité de coordination EPR2, conseiller départemental en charge du logement, président d'Habitat 76 et candidat aux municipales. Il connaît bien le sujet. *« L'EPR est une chance pour le territoire. La principale problématique est le manque de logements de petite taille à Dieppe. On devient une zone en tension pour le logement, parce qu'il y a moins d'habitations qui se libèrent et que la demande augmente. Il y a une rupture dans le parcours résidentiel. »*

Il faudrait débloquer la situation, par un accès plus facile à la propriété et un parc de location plus généreux. André Gautier prône lui aussi une politique de réhabilitation des habitations vieillissantes et de construction de nouveaux logements, mais il insiste : *« Il faudrait utiliser les friches industrielles à Dieppe, mais il faut régler le problème de la dépollution des sites. »*

Travail, salaire, logement

Au RN, le candidat, Antoine Labé (Liste « Dieppe conquérante ») pointe un autre aspect stratégique dans le logement. Vouloir mieux et plus loger c'est bien, mais il faut pouvoir se rendre au travail plus facilement, notamment à l'EPR, qu'il s'agisse du chantier de construction ou de la centrale quand elle sera fonctionnelle. *« La question du logement est un sujet multifacette. Le poids de la taxe foncière pèse lui aussi, avec une répercussion directe sur le niveau des loyers. »*



Le chantier des deux futurs EPR est un sujet central dans la question du logement à Dieppe. - Paris Normandie

Autre prétendant à la mairie, Hugo Loménède (candidat Lutte

Ouvrière). Pour lui, le sujet se joue plus à l'échelle nationale. « *Tout le monde doit avoir accès à un logement digne et confortable. Il faudrait un grand organisme national public pour garantir un travail, un salaire et un logement.* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Sécurité : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe](#)



[Emploi : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe](#)



Emploi : les propositions des candidats aux municipales à Yvetot

Paris Normandie

4-5 minutes

Francis Alabert et Virginie Blandin

Fiers d'Yvetot



Virginie Blandin et Francis Alabert - DR

« L'emploi est une priorité locale. Nous continuerons à soutenir la Mission Locale (plus de 500 jeunes accompagnés chaque année avec environ 12 000 € de subventions versées tous les ans et la mise à disposition des locaux rue Carnot) et à favoriser les chantiers d'insertion.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Nous créerons une aide à la mobilité pour les 16-25 ans, afin que l'absence de transport ne soit plus un frein à l'emploi.

Nous renforcerons l'attractivité commerciale avec le chèque « j'achète local »

Nous renforcerons l'attractivité commerciale avec le chèque « j'achète local » et un centre-ville plus dynamique (piétonnisation concertée pour renforcer l'accès au commerce et la vie en centre-ville, deux jours par semaine, animations en centre-ville, accompagnement des commerçants).

Soutenir l'emploi, c'est soutenir nos entreprises, nos artisans, nos commerces et donner à chacun les moyens de construire son avenir à Yvetot.

Par ailleurs, un travail est fait en partenariat avec la CCYN sur l'attractivité résidentielle. »

Dominique Taladun Chauvel

Yvetot Notre Ville





Dominique Taladun Chauvel - DR

« Notre action en faveur de l'emploi reposera sur le soutien aux commerces, aux artisans et aux petites entreprises, moteurs essentiels de l'économie locale.

Nous renforcerons l'accompagnement à l'installation, l'orientation vers les dispositifs d'aides et le lien direct entre la mairie et les acteurs économiques.

Faire d'Yvetot une ville où l'on peut entreprendre

En dynamisant le centre-ville, en améliorant l'accessibilité et en valorisant les initiatives locales, nous créons un environnement propice à l'activité. Notre objectif est clair : faire d'Yvetot une ville où l'on peut entreprendre, travailler et développer son activité dans de bonnes conditions. »

Françoise Deniau

Unis pour Yvetot



Françoise Deniau - Paris Normandie

« L'économie est une compétence de la CCYN qui propose des permanences pour l'installation et l'accompagnement avec un personnel dédié.

Toutes les décisions locales ont un impact économique. Des

travaux non concertés, retardés, font chuter le chiffre d'affaires d'un commerçant ; un changement brusque de stationnement décourage des clients ; un retard de paiement menace la trésorerie.

Plus d'emplois, c'est plus de services offerts

Plus d'emplois, c'est plus de services offerts, un centre-ville vivant, des recettes locales sécurisées. La mairie peut nommer un référent et accompagner les entrepreneurs dans leurs formalités (autorisations d'urbanisme, terrasses, enseignes).

Il faut soutenir la croissance des PME en mettant à leur disposition des parcelles industrielles de moins de 2 hectares.

La commune peut encourager la création de résidences à vocation d'emploi pour les apprentis, étudiants, salariés en mission. Il faut penser au périmètre de l'emploi de demain. Les enjeux majeurs seront liés à la transition climatique et numérique. »

David Lefebvre

Une nouvelle énergie pour Yvetot



David Lefebvre - DR

« L'emploi n'est pas une compétence municipale, cependant une politique locale forte en faveur de l'emploi sera lancée.

Nous organiserons un forum de l'emploi salle du Vieux-Moulin, avec France Travail, la mission locale, le CCAS, la CCI et les entreprises. Nous mettrons en relation les entreprises et les jeunes qui recherchent un contrat en Alternance.

Nous communiquerons, diffuserons ce qui existe déjà comme l'opération Tope-là en coopération avec le Département (aider les jeunes à financer un projet en contrepartie d'un engagement bénévole dans une association).

Favoriser l'emploi inclusif dans le secteur public

Nous accentuerons l'offre municipale d'aide au permis de conduire et les offres de garde d'enfants, pour aider les jeunes et les femmes à trouver un emploi.

Charte commune-handicap : favoriser l'emploi inclusif dans le secteur public (préciser l'accessibilité dans les offres d'emploi, possibilité d'entretien en visioconférence), développer des partenariats avec les ESAT du secteur et les associations.

Enfin, nous assurerons la mobilité sur le territoire et vers les sites d'activité et apporterons une aide à l'embauche pour les associations Yvetotaises »

Demain, la sécurité

Municipales 2026 : dans cette commune près d'Elbeuf, le manque de médecins est un enjeu

Frédérique THULLIER

6-7 minutes

Série municipales 2026 (1/6). Dans la Métropole de Rouen, la désertification médicale est un thème majeur de la campagne électorale, y compris en ville. Exemple à Saint-Pierre-lès-Elbeuf où les patients ont du mal à se faire soigner.



Publié: 1 Mars 2026 à 12h07 Temps de lecture: 3 min

Il y a quelques mois, un généraliste a quitté Saint-Pierre-lès-Elbeuf pour s'établir dans une autre commune. Ses patients ont dû se mettre en quête d'un autre médecin traitant avec l'angoisse de ne pas trouver. D'autres doivent faire appel à leur entourage pour les accompagner à leurs consultations, faute de disposer d'un moyen de locomotion.

La désertification médicale est un des enjeux de la campagne pour les élections municipales dans cette commune de 8 300 habitants. Aujourd'hui, avec l'équivalent de trois généralistes et demi à temps plein, les cabinets locaux sont saturés. Les Saint-Pierrais doivent faire des kilomètres pour consulter.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

En ce mardi 17 février 2026, Marie-Laure, suivie de son père, Alain, presse le pas sur la place Mendès-France. « *Je l'emmène chez le médecin justement*, explique la jeune femme. *Je cherche depuis novembre. J'ai tout essayé, y compris les plateformes. J'ai fini par trouver à Oissel mais j'habite au Neubourg. Mon père a 82 ans et ne conduit pas. Vous imaginez le trajet ? Venir le chercher,*

l'emmener au cabinet médical, le ramener et repartir... C'est une galère ! »

Parcours du combattant

Chantal et Jean-Luc sortent de la pharmacie. *« Dès que nous avons su que notre médecin partait, nous avons cherché et trouvé à Freneuse, raconte le couple de septuagénaires. Mais maintenant, il ne prend plus non plus de nouveaux patients. Nous y allons tous les trois mois et quand nous avons une urgence, on peut avoir un rendez-vous dans les quarante-huit heures. »* Le couple doit maintenant se mettre en quête d'un cardiologue pour Jean-Luc et ils savent que la tâche sera ardue.

« On nous demande une dizaine de fois par semaine si l'on connaît un médecin qui prend de nouveaux patients. »

Pharmacienne, Pharmacie de la place

Car pour consulter un spécialiste, c'est le parcours du combattant. *« Le seul dentiste de Saint-Pierre ne prend plus de patients, regrette Nathalie. Je vais à Elbeuf mais il faut que je demande à mon fils de m'accompagner. »* Ophtalmologiste à Rouen, dermatologue à Val-de-Reuil, Gérard, 80 ans, bon pied bon œil, en a pris son parti avec le sourire.

Des conséquences

L'impossibilité de consulter peut avoir parfois des conséquences sérieuses. Comme pour Nati en début d'année. *« J'ai eu un kyste, raconte l'octogénaire. J'avais une lettre de mon médecin traitant mais je n'arrivais pas à avoir un rendez-vous avec un dermatologue, ni à la clinique Mathilde, ni à la clinique Saint-Hilaire, ni en libéral à Rouen. J'ai attendu et ça s'est infecté. J'ai finalement dû aller aux urgences de l'hôpital des Feugrais et il a fallu m'opérer. »*

À la Pharmacie de la place, la situation inquiète. *« On nous demande une dizaine de fois par semaine si l'on connaît un médecin qui prend de nouveaux patients, témoignent les professionnels. On leur conseille la téléconsultation ou SOS médecin, mais pour le renouvellement des ordonnances, ça ne marche pas. L'idéal serait cinq ou six généralistes à Saint-Pierre. Car certains n'ont plus de médecin traitant, notamment parmi les occupants de la résidence autonomie. »*

Une situation qui imposera à la future équipe municipale de faire preuve d'inventivité pour attirer de nouveaux praticiens à Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières

Municipales 2026 à Le Bocasse. Xavier Bertram, maire sortant, se lance dans la course

Paris Normandie

4-5 minutes

Xavier Bertram, 54 ans, agriculteur de profession, brigue un second mandat dans son village de 650 habitants. Il propose de continuer le travail de l'actuelle majorité, la liste « L'esprit Bocasse », au conseil municipal.



Publié: 27 Février 2026 à 21h06 Temps de lecture: 2 min

Maire depuis 2020 et vice-président du syndicat mixte d'alimentation en eau potable et assainissement de Sierville, Xavier Bertram, 54 ans, est bien connu au village du [Bocasse](#). Il a été élu conseiller municipal pour la première fois en 2001. Avant son mandat de maire, il a également pu compter sur son expérience d'adjoint.

« Comme en 2020, cette liste est apolitique et s'appelle « L'esprit Bocasse ». J'ai cherché à garder une diversité de représentation géographique, d'âges et de professions. »

Xavier Bertram, Candidat au Bocasse.

Aujourd'hui, l'agriculteur de profession se lance de nouveau dans la course. « *J'ai constitué une équipe de 15 personnes enthousiastes, d'une moyenne d'âge de 54 ans (entre 25 et 73 ans), prête à s'engager pour notre belle commune*, explique le candidat. *Une équipe variée, dans la continuité du mandat précédent, dont les deux tiers des conseillers repartent. Comme en 2020, cette liste est apolitique et s'appelle « L'esprit Bocasse ». J'ai cherché à garder une diversité de représentation géographique, d'âges et de*

professions. »

S'investir pour « faire rayonner le village »

Si élus par les Bocassiens, Xavier Bertram et sa liste souhaitent s'investir « *pour servir tous les habitants et faire rayonner le village.* » L'objectif ? Poursuivre dans la continuité du mandat précédent, en « *sauvegardant le beau cadre de vie* » de la commune. « L'esprit Bocasse » veut aider à maintenir le lien social, en continuité avec l'action du CCAS, assister les associations du village et les seniors, [soutenir l'école primaire Fertel](#) (en développant notamment le périscolaire) et engager des « *travaux de modernisation et d'amélioration énergétique des bâtiments scolaires.* »

Le tout sans oublier l'embellissement et la sécurisation des routes communales, la fin des travaux de l'église Notre-Dame, l'aménagement du terrain de sport, les conditions de travail des agents et la modernisation du matériel municipal.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[« Je ne passerai pas un autre hiver comme ça » : à Rouen, sept appartements privés du gaz depuis octobre](#)



Sylvain Bulard a « encore la niaque » et tente un 5e mandat à Blacqueville

Paris Normandie

5-6 minutes

Sylvain Bulard, maire depuis 2001 à Blacqueville, espère aux élections municipales décrocher un 5e mandat. « J'aime mon village, j'aime les habitants et j'ai encore la niaque », résume-t-il.



Sylvain Bulard sollicite pour la 5e fois la confiance des habitants de Blacqueville aux élections municipales de mars. - Photo Paris-Normandie



Publié: 28 Février 2026 à 10h15 Temps de lecture: 1 min

L'actuel maire de Blacqueville, Sylvain Bulard, 59 ans, chef de bureau, est candidat aux municipales de mars prochain.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Après un mandat de conseiller municipal de 1995 à 2001 puis quatre mandats en tant que maire, l'élue veut se représenter aux suffrages des habitants de [Blacqueville](#) (60 habitants) et capitalise

sur ses 25 années de bilan.

Une liste renouvelée avec un tiers de nouveaux conseillers

Il rappelle ses nombreuses réalisations du mandat qui s'achève : restauration complète de l'église, construction d'une garderie, une école maternelle entièrement rénovée, un city stade, un tennis flambant neuf, un éclairage en led, l'aménagement routier dans le centre bourg.

Pour solliciter les suffrages il se présente avec sa liste « Continuons ensemble pour Blacqueville ». Une liste d'une moyenne d'âge de 50 ans, renouvelée d'un tiers, équilibrée territorialement, et qui reflète la diversité socioprofessionnelle de l'actif au retraité, du secteur public et privé, sans oublier le monde agricole qui sera présent avec 4 candidats.



Un tiers de la liste « Continuons ensemble pour Blacqueville » est constitué de nouveaux candidats. - Photo Paris-Normandie

« Je me représente, explique Sylvain Bulard, parce que j'aime mon village, j'aime ses habitants, et j'ai encore la niaque : ce sont trois éléments indispensables pour prétendre à un mandat de maire. Et lorsque vous avez ces éléments essentiels dans les veines, on a forcément des projets prêts à éclore », détaille l'élus.

Soutenir l'école en l'équipant

Il veut par exemple *« assurer la défense incendie dans les hameaux ou encore soutenir l'école par des équipements qui apporteront toujours un meilleur outil à nos écoliers. Des projets qui seront toujours en adéquation avec nos finances, en pérennisant notre politique sur la gestion financière »*

L'élusouligne qu'il ne lèvera pas d'impôt supplémentaire et conservera un taux de foncier non bâti parmi les plus faibles des communes avoisinantes, un argument percutant dans ce village hyper-rural de la [com'com Caux-Austreberthe](#).

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[« Je ne passerai pas un autre hiver comme ça » : à Rouen, sept appartements privés du gaz depuis octobre](#)



[Hockey sur glace – Ligue Magnus : les Dragons enchaînent une dixième victoire de suite à Bordeaux](#)



Municipales 2026 : à St-Pierre-de-Varengeville, le premier adjoint se présente pour « agir collectivement »

Sylvain Auffret

5-6 minutes

Patrick Lemesle, actuel premier adjoint de Saint-Pierre-de-Varengeville, se présente aux élections municipales à la tête d'une liste regroupant tous les adjoints de la commune.



Publié: 28 Février 2026 à 15h10 Temps de lecture: 2 min

A [Saint-Pierre-de-Varengeville](#), Patrick Lemesle, 66 ans, élu depuis 2008 et actuellement premier adjoint en charge des Travaux, se présente comme tête de liste aux élections municipales. Avec onze élus de l'actuel conseil (dont les cinq adjoints), mais sans le maire sortant qui présente sa propre liste, il a monté la liste « Agir collectivement » pour «*conserver la dynamique de ce mandat, garder cette osmose* ».

Une liste « *sans étiquette* » qui compte treize actifs sur [vingt-et-un candidats](#). Le plus âgé, 71 ans, est un retraité du privé, la plus jeune, 37 ans, est responsable Qualité, sécurité et environnement en entreprise. L'équipe souhaite ouvrir la participation aux Varengevillais, en mettant en place des commissions avec projet et budget dédié, des référents de quartiers à qui faire remonter les informations.

Priorité à la santé





Les candidats de la liste « Agir collectivement, poursuivre ensemble, avec vous », à Saint-Pierre-de-Varengeville. - Jean-Luc Hiesse

Au titre des priorités figure la santé. Avec le départ, en août prochain, de deux médecins sur quatre et de deux dentistes sur quatre, la question de l'accès aux soins va se poser rapidement.

L'équipe, si les démarches des professionnels eux-mêmes pour trouver des remplaçants n'étaient pas couronnées de succès, ferait appel à un cabinet de recrutement. La mise en place d'une mutuelle communale figure également au programme.

Autre sujet d'importance, la mobilité. L'équipe veut faire réaliser un audit sur l'état des routes par un prestataire privé, afin de pouvoir prioriser avec la Métropole les routes à entretenir et aussi le ralentissement de la circulation, la sécurisation de deux carrefours.

Adapter l'éclairage public

Même schéma pour l'éclairage public avec la modernisation de certains lampadaires, l'adaptation des horaires. Côté bâtiments, une étude de géothermie pour le rafraîchissement et le chauffage de certains bâtiments communaux est prévue et, en cas de faisabilité, le chantier serait lancé avant la fin du mandat.

Construction de maison de plain pied pour les seniors sur un terrain communal, achat groupé de granulé de bois figurent aussi au programme.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026. À Yquebeuf, le maire sortant Georges Molmy se représente pour un dernier mandat

Paris Normandie

~4 minutes

Il avait été élu maire en 1989, quand il n'avait que 39 ans. Georges Molmy se présente, une dernière fois, aux prochaines élections municipales.



À 75 ans, Georges Molmy se représente à la mairie d'Yquebeuf. - PND



Publié: 1 Mars 2026 à 06h21 Temps de lecture: 1 min

Georges Molmy, 75 ans, élu municipal depuis près d'un demi-siècle, brigue un dernier mandat aux élections municipales de mars 2026.

C'est en mars 1977 qu'il a rejoint l'équipe municipale d'Yquebeuf comme conseiller municipal. Il devient adjoint en 1983 et maire dès 1989, à l'âge de 39 ans. Très investi, il est, dès mars 1977, délégué au syndicat du collège Jean Delacour de Clères, vice-président en

1989 et depuis 1997, président. En 1977, il rejoint également le syndicat d'eau de Saint-Martin-Osmonville comme délégué, est élu vice-président en 1989 et président depuis 2008.

7 élus repartent à ses côtés

« *Il s'agit là de mon dernier mandat* », explique Georges Molmy qui avoue se représenter pour un demi-mandat. « *Mon objectif étant de terminer les remboursements jusqu'en 2029 et d'engager l'aménagement du bois adjacent à la mairie autour d'un parcours sportif de santé et un lieu pédagogique sur la biodiversité.* »

Parmi les treize personnes qui figurent sur sa liste sans étiquette, sept sont des élus qui repartent à ses côtés, d'une moyenne d'âge de 49 ans (34/76 ans).

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



« Je ne passerai pas un autre hiver comme ça » : à Rouen, sept appartements privés du gaz depuis octobre

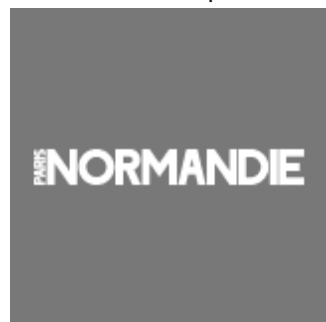


Municipales 2026. À Eslettes, près de Rouen, le maire Roland Guéville brigue un second mandat

Paris Normandie

3-4 minutes

À Eslettes, village de 1700 habitants au Nord de Rouen, le maire sortant Roland Guéville est candidat à sa propre succession aux élections municipales de mars 2026.



Publié: 2 Mars 2026 à 07h49 Temps de lecture: 1 min

Agé de 69 ans, retraité, Roland Guéville est élu depuis 1989. Il compte un mandat de conseiller municipal, quatre de maire-adjoint et un de maire, depuis 2020.

Sa liste « Ensemble et Solidaires », sans étiquette, est constituée de 19 membres dont neuf nouveaux.

Réunion publique

« Je me représente, explique-t-il, car pour moi, le maire reste l' élu de proximité et je veux mettre mon engagement et mon dévouement au service de notre collectivité pour un second mandat. Je souhaite finaliser nos travaux actuels : la création d'une aire sportive et une plaine de jeux. »

Pour les projets à venir, Roland Guéville invite la population à une réunion publique le jeudi 5 mars à 20h30, salle du Milcolor, l'occasion de présenter la future équipe.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



À Sassetot-le-Mauconduit, Éric Scarano veut continuer à être un maire fidèle à l'écoute et au service public

Matthias Chaventré

5-7 minutes

À Sassetot-le-Mauconduit, près de Fécamp, Éric Scarano, maire depuis 2008, brigue un 4e mandat en 2026. Il défend consensus, écoute et démocratie locale sereine, au service d'un village attractif toute l'année.



Publié: 1 Mars 2026 à 18h02 Temps de lecture: 1 min

Éric Scarano est maire de [Sassetot-le-Mauconduit, sur le littoral près de Fécamp](#), depuis 2008 et a toujours souhaité rester fidèle aux valeurs qu'il met en avant. « *Nos décisions sont prises en général à l'unanimité. J'attache beaucoup d'importance au consensus. De la même façon, j'attache beaucoup d'importance à ce qui revient des administrés. Les gens nous disent beaucoup de choses et l'écoute est vraiment quelque chose de fondamental.* »

L'élu de 63 ans brigue un quatrième mandat aux élections municipales 2026, habitué à faire face à une concurrence.



Depuis 2008, Éric Scarano est le maire de Sassetot-le-Mauconduit. Une commune rurale l'hiver et qui attire les visiteurs l'été. - Matthias Chaventré/Paris Normandie

« Remettre notre démocratie en route par le bas »

Une implication associative « *dès le plus jeune âge* » l'a mené à ce parcours, dit-il, davantage que son expérience professionnelle en tant que directeur de collectivité locale notamment. « *Dans cette fonction, il faut être passionné. Par le rapport aux autres. Et par le service public et la vie publique. Je fais partie de ceux qui pensent qu'avec toutes nos grandes difficultés, on s'en sortira par le bas. On remettra notre démocratie en route par le bas.* »

Au conseil municipal de Sassetot-le-Mauconduit, il veut continuer à se montrer intransigeant sur deux points. « *Le conseil municipal d'un village n'a rien à faire des considérations de politique nationale.* » Et, aucune place n'est laissée aux mots qui montent trop haut. « *On dit ce qu'on a à dire. Si on n'est pas d'accord, c'est tant mieux : c'est la démocratie.* » Mais toujours dans le respect.

Un village pas comme les autres

Sassetot-le-Mauconduit demeure un village atypique. Avec une grande vie associative et culturelle. Une offre de commerçants rare. Un Ehpad, une résidence seniors, une école de 100 élèves. « *Pas mal pour un village de 1000 habitants* », retient le candidat aux élections. Et le village continue de proposer une offre immobilière – qui permet à l'école de vivre – malgré la forte présence de résidences secondaires.

« Les quatre nouveaux sont des personnes que je souhaitais recruter pour leurs compétences. »

Éric Scarano, Maire sortant

En 2024, Sassetot-le-Mauconduit faisait partie du Top 5 [des communes normandes où il est conseillé d'investir dans un pied-à-terre près de la plage](#), selon Le Figaro. La commune présente un visage particulièrement rural l'hiver. De Pâques à octobre, on y trouve une vraie activité touristique et les résidences secondaires présentes depuis plusieurs générations rouvrent leurs volets.

Éric Scarano entend que Sassetot soit un village où on fait le choix de venir vivre et d'y rester, grâce par exemple à la présence de commerces et de services. Une très large majorité de son équipe se représente avec lui. Quatre nouveaux noms figurent sur la liste. « *Ceux qui sont partis sont partis volontairement. Les quatre nouveaux sont des personnes que je souhaitais recruter pour leurs compétences. Je suis absolument ravi qu'elles aient dit oui.* »

CHU de Rouen : Première nationale avec le robot chirurgical Maestro de ...

Par L.R

2-3 minutes

En bref

Le CHU de Rouen marque l'histoire de la médecine française en devenant le premier centre hospitalier universitaire à adopter Maestro™, le système d'assistance robotisée de Moon Surgical. Cette innovation majeure pour la chirurgie mini-invasive promet une précision accrue et une récupération accélérée pour les patients normands.



© CHU de Rouen

Publié le 2 mars 2026 - Mis à jour le 2 mars 2026

L'intégration du système Maestro™ au sein du CHU de Rouen s'inscrit dans une démarche résolue de modernisation des soins. Conçue pour assister la chirurgie laparoscopique, cette technologie repose sur une co-manipulation intuitive qui apporte une stabilité visuelle inédite et une aide peropératoire de haute précision. En s'insérant naturellement dans le flux de travail des chirurgiens, Maestro™ optimise l'ergonomie au bloc opératoire et renforce la sécurité des interventions.

Premiers succès cliniques et bénéfices patients

Le coup d'envoi opérationnel a été donné le 3 février, date de la première intervention réalisée avec succès grâce à Maestro™ au CHU de Rouen. Depuis, les équipes médicales observent des résultats prometteurs : une réduction potentielle des saignements et des douleurs postopératoires, ouvrant la voie à des séjours hospitaliers plus courts. L'équipement offre une vision 3D immersive et une amplitude de mouvement supérieure, des atouts qui facilitent l'apprentissage des pra

Un employé de la ville de Rouen condamné à quatorze ans de réclusion en appel pour complicité dans le génocide des Tutsi

Léa Le Breton

6–8 minutes

Condamné à une peine identique en 2021, le Franco-Rwandais Claude Muhayimana a été condamné à quatorze ans de réclusion en appel pour complicité de génocide et de crimes contre l'humanité lors des massacres des Tutsi en 1994, par la cour d'assises d'appel de Paris, vendredi 27 février 2026.



Le Franco-Rwandais Claude Muhayimana a été condamné en décembre 2021, par la cour d'assises de Paris, à quatorze ans de réclusion criminelle pour complicité de génocide et complicité de crimes contre l'humanité pour son rôle en 1994 lors de l'extermination des Tutsi du Rwanda. | ARCHIVES BENOIT PEYRUCQ, AFP

Publié le 28/02/2026 à 13h14

Le Franco-Rwandais Claude Muhayimana a été condamné, vendredi 27 février 2026, à quatorze ans de réclusion pour complicité de génocide et de crimes contre l'humanité lors des massacres des Tutsi en 1994, par la cour d'assises d'appel de Paris. Cet employé de la Ville de Rouen (Seine-Maritime), qui comparait libre, est resté assis plusieurs minutes après l'énoncé du verdict, visiblement sonné, avant d'être escorté hors de

la salle par des gendarmes vers la prison de Fresnes, indique l'AFP.

Cette décision est « **incohérente au vu des nouveaux éléments apparus lors du procès, notamment les revirements de certains témoins** », ont réagi M^{es} Reda Ghilaci et Hugo Latrabe, les avocats de Claude Muhayimana, qui envisagent de se pourvoir en cassation. [L'ancien chauffeur de 65 ans avait déjà été condamné à une peine identique en première instance, fin 2021.](#)

« **Tout ça pour ça** »

Il a été reconnu coupable d'avoir transporté des gendarmes et des miliciens Interahamwe, bras armé du régime génocidaire hutu, sur des lieux de massacre de Tutsi à Kibuye et dans les collines avoisinantes, où des dizaines de milliers de personnes ont été tuées. « **Tout ça pour ça** », a de son côté réagi Alain Gauthier, cofondateur du Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), à l'initiative de la plainte contre le Franco-Rwandais. « **Tous les procès en appel ont connu le même dénouement, avec une confirmation de la peine initiale** », s'est-il désolé, regrettant « **d'entendre les mêmes mensonges de l'accusé** ».

Lire aussi : [Un député RN fait une comparaison douteuse entre le génocide rwandais et les débats budgétaires, tollé à l'Assemblée](#)

Chauffeur d'un hôtel à Kibuye en 1994

Claude Muhayimana était, en 1994, chauffeur de l'hôtel Guest House à Kibuye, sur les rives du lac Kivu. Quelques mois après le [génocide des Tutsi](#), qui a fait plus de 800 000 morts entre avril et juillet 1994, il a quitté le Rwanda, s'est réfugié en France en 2001 et a été naturalisé en 2010. Il a également été reconnu coupable de complicité de génocide et de complicité de crimes contre l'humanité dans les collines de Karongi, Gitwa et Bisesero entre le 7 avril et la fin juin 1994.

Un agent de la ville de Rouen condamné en appel à 14 ans de prison pour complicité dans le génocide des Tutsi

Écrit par Léna Thobie-Gorce

3–4 minutes

Condamné en 2021 à 14 ans de réclusion criminelle pour complicité de génocide et de crimes contre l'humanité, le Franco-Rwandais, Claude Muhayimana avait été réintégré par la mairie de Rouen comme agent municipal. Ce vendredi 27 février 2026, la cour d'assises d'appel de Paris a confirmé la peine prononcée en première instance.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Le Franco-Rwandais Claude Muhayimana a été condamné ce vendredi 27 février 2026, à 14 ans de réclusion pour complicité de génocide et de crimes contre l'humanité lors des massacres des Tutsi en 1994, par la cour d'assises d'appel de Paris.

[Cet employé de la ville de Rouen \(Seine-Maritime\)](#), qui comparaissait libre, est resté assis plusieurs minutes après l'énoncé du verdict, visiblement sonné, avant d'être escorté hors de la salle par des gendarmes vers la prison de Fresnes.

Début février, le média d'investigation Le Poulpe, avait révélé qu'après sa condamnation, l'agent municipal de 65 ans, Claude Muhayimana, avait été intégré et promu par la ville de Rouen.

Cette décision est *"incohérente au vu des nouveaux éléments apparus lors du procès, notamment les revirements de certains*

témoins", ont réagi Mes Reda Ghilaci et Hugo Latrabe, les avocats de M. Muhayimana, qui envisagent de se pourvoir en cassation.

L'ancien chauffeur de 65 ans avait déjà été condamné à une peine identique en première instance, fin 2021.

Il a été reconnu coupable d'avoir transporté des gendarmes et des miliciens Interahamwe, bras armé du régime génocidaire hutu, sur des lieux de massacre de Tutsi à Kibuye et dans les collines avoisinantes, où des dizaines de milliers de personnes ont été tuées.

"Tout ça pour ça", a de son côté réagi Alain Gauthier, cofondateur du Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), à l'initiative de la plainte contre M. Muhayimana regrettant *"d'entendre les mêmes mensonges de l'accusé"*.

Tous les procès en appel ont connu le même dénouement, avec une confirmation de la peine initiale.

Alain Gauthier, cofondateur du Collectif des parties civiles pour le Rwanda

En 1994, Claude Muhayimana était chauffeur de l'hôtel Guest House à Kibuye, sur les rives du lac Kivu. Quelques mois après le génocide des Tutsi, qui a fait plus de 800 000 morts entre avril et juillet 1994, il a quitté le Rwanda, s'est réfugié en France en 2001 et a été naturalisé en 2010.

Il a également été reconnu coupable de complicité de génocide et de complicité de crimes contre l'humanité dans les collines de Karongi, Gitwa et Bisesero entre le 7 avril et la fin juin 1994.

L'agent de la Ville de Rouen accusé de complicité de génocide au Rwanda condamné en appel

Garance Ferrard

3-4 minutes

Vendredi 27 février 2026, Claude Muhayimana, ancien agent municipal de la Ville de Rouen, a été condamné en appel à 14 ans de prison. Il est accusé de complicité de génocide au Rwanda.



Publié: 28 Février 2026 à 11h11 Temps de lecture: 2 min

Il avait été condamné à 14 ans de réclusion criminelle en première instance. Vendredi 27 février 2026, le Franco-Rwandais [Claude Muhayimana](#) a été condamné à la même peine en appel. Cet ancien agent de la Ville de Rouen était poursuivi pour complicité de génocide et de crimes contre l'humanité au Rwanda en 1994.

Au début du mois de février, [Le Poulpe](#), média d'investigation normand, avait révélé qu'après sa condamnation en première instance en 2021, l'homme avait été intégré et promu par la Ville de Rouen. Interrogé par nos confrères de [France 3](#), Jean-Marc Magda, directeur général des services de la mairie avait déclaré : « *il faut d'abord rappeler que depuis sa procédure d'appel, Monsieur Muhayimana bénéficie à nouveau de la présomption d'innocence* ». Avant l'annonce du second verdict, Jean-Marc Magda avait fait savoir « *qu'au soir du jugement, quel qu'il soit, des suites seront données* ».

Se pourvoir en cassation ?

Les avocats de l'accusé, Mes Reda Ghilaci et Hugo Latrabe, envisagent de se pourvoir en cassation.

Pour rappel, le Franco-Rwandais était chauffeur d'un hôtel à Kibuye en 1994 lors des massacres des Tutsi et aurait transporté des gendarmes et des miliciens sur les lieux de massacres.

Guerre au Moyen-Orient : la directrice d'une école de Rouen coincée à Dubaï avec ses enfants - ICI

6-8 minutes

Fanny Gomez et sa famille sont coincés à Dubaï suite aux frappes de l'Iran contre plusieurs pays du Golfe. © AFP - Fadel Senna

Diffusé le lundi 2 mars 2026 à 7:31

Publié le lundi 2 mars 2026 à 7:31

Fanny Gomez, la directrice de l'école Michelet à Rouen, est coincée à Dubaï avec son mari et ses enfants, à cause des frappes menées par l'Iran contre plusieurs pays du Golfe. Elle ne parvient pas à joindre sa compagnie aérienne, et ne reçoit aucune aide des autorités françaises.

Les élèves de CE1 de Fanny Gomez, la directrice de l'école Michelet de Rouen, n'auront pas classe avec leur maîtresse en ce lundi 2 mars 2026, jour de rentrée, et pour cause : elle est **coincée à Dubaï avec son mari et ses deux enfants**. Ils subissent les conséquences des [frappes menées par l'Iran contre plusieurs pays du Golfe](#), en représailles aux [attaques d'Israël et des États-Unis contre la république islamique](#).

Confinés à l'hôtel

"On rentre des Seychelles, on est en escale à Dubaï depuis jeudi", témoigne Fanny Gomez. "Samedi, on visitait la vieille ville de Dubaï. En sortant, mon mari a reçu un message d'un de ses collègues demandant si tout allait bien au vu de l'actualité. On était absolument au courant de rien, on ne s'était rendu compte de rien. Et en regardant l'actualité, on a vu que Dubaï était attaquée."

Avec leurs **enfants de cinq et huit ans**, Fanny et son mari décident de rentrer à l'hôtel se confiner. *"Notre vol était dans la nuit de samedi à dimanche. Il a été annulé aux alentours de 22 heures. On a reçu un mail de la part d'[Emirates](#), la compagnie aérienne par laquelle on est passé, uniquement à 3h30, alors que notre vol était à 3h20. Heureusement qu'on n'était pas à l'aéroport... Et de là s'en est suivi le flou."*

La compagnie aérienne Emirates injoignable

Depuis, elle tente désespérément de **joindre la compagnie aérienne**. *"C'est impossible !", peste-t-elle. "Sans mentir, on a essayé de joindre environ 100 fois Emirates par téléphone. Ils ne décrochent absolument jamais. On a essayé de passer par le chat, ils ne décrochent pas non plus. Ils ont un numéro WhatsApp, mais qui est réservé pour les clients premium, ce que nous ne sommes pas. À l'heure actuelle, on n'a aucune nouvelle d'Emirates."*

Et les autorités françaises, **difficilement joignables** également, ne sont d'aucune aide, indique Fanny : *"Leur seule consigne, c'est de contacter la compagnie aérienne, ce qu'on n'arrive pas à faire, et de ne pas s'approcher des fenêtres."*

Cloîtrée dans son hôtel, la famille n'a **aucune idée de combien de temps** elle va rester à Dubaï . *"On entend très régulièrement des bruits sourds, un peu comme des explosions de missiles. Je ne sais pas exactement à quoi correspondent ces bruits, mais on entend des bruits d'attaques en tout cas."* Les parents tentent de minimiser les faits pour rassurer leurs enfants, et passent le temps en jouant aux cartes qu'ils avaient apportées dans leurs valises. *"On sait qu'on n'est plus en sécurité dans cette ville, et donc on a envie que d'une seule chose, c'est de rentrer sur le territoire français. La France dit qu'elle va organiser, je ne sais trop comment, des vols pour les ressortissants français. Mais ça, c'est des choses qu'on voit sur les réseaux sociaux. Nous, en tant que Français à Dubaï, en vacances, on a aucune information officielle. On se sent un petit peu abandonnés."*

Les parents de ses élèves prévenus

Fanny a prévenu **l'administration de l'Éducation nationale** de son absence dès qu'elle a pu. *"Je leur ai envoyé un mail, l'inspectrice m'a répondu dans la journée. J'ai également envoyé un message aux parents d'élèves pour les prévenir que je ne serai pas là lundi, et qu'il y aurait potentiellement un remplaçant devant les élèves, mais ça, je n'ai pas la main dessus."*

La situation désole Fanny, qui **pense à ses collègues**. *"C'est une situation qui n'est confortable pour personne, ni pour moi qui suis bloquée, mais surtout qui ne suis pas à mon poste, ni pour l'Éducation nationale qui doit trouver un remplaçant le jour de la rentrée pour me remplacer. C'est un peu la faute à pas de chance, mais ça met tout le monde dans la panade, parce que des élèves qui n'ont pas d'enseignants face à eux, ça veut dire des élèves qui sont répartis dans les autres classes, ça veut dire surcharger les autres classes, ce sera moins agréable pour les autres collègues. Ça a un retentissement sur toute une école, sur plusieurs familles."*

- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

- ICI

Bercy mise sur l'anticipation pour mener à bien la réforme de la facturation électronique

Par *Philippine Ramognino*

4–5 minutes

La Direction générale des finances publiques et l'Agence pour l'Informatique financière de l'État sont entrées dans une nouvelle étape de la réforme d'ampleur que représente la facturation électronique. L'administration fait face au défi de réussir à mobiliser l'ensemble du secteur privé, mais aussi les entités publiques soumises à la TVA, en seulement quelques mois. Concrètement, à partir du 1^{er} septembre 2026, toutes les entreprises devront être en mesure de recevoir des factures de manière standardisée et dématérialisée. Puis, à compter du 1^{er} septembre 2027, toutes devront également émettre des factures électroniques.

Lire aussi : [Chorus, IA, données : comment l'informatique financière de l'État se projette vers l'avenir](#)

“On rentre dans le déploiement”, a assuré la directrice générale des finances publiques, Amélie Verdier. L'objectif de la réforme est d'améliorer le recouvrement de la TVA, et de lutter contre la fraude afin de faire rentrer davantage d'argent dans les caisses de l'État. L'idée, comme cela avait été présenté lors des vingt ans de l'Agence pour l'informatique financière de l'État le 26 janvier dernier, est également d'améliorer le pilotage par la donnée. “Avec cette réforme, nous allons avoir beaucoup plus de données en temps quasi réel pour appréhender l'activité”, a ainsi présenté Amélie Verdier.

Ouverture d'un pilote

Un “pilote” a donc démarré hier, afin d'expérimenter à petite échelle – au travers d'entreprises volontaires – la réforme avant sa généralisation dans quelques mois. *“C'est le résultat d'une mobilisation des équipes du ministère, de l'AIFE et de la DGFIP, avec une plateforme qui est désormais disponible et qui a fait l'objet de tests avec des bêta-testeurs, en mode réel”, a détaillé*

Emmanuel Spinat, directeur de l'agence pour l'informatique financière de l'État. Par ailleurs, une centaine de plateformes ont aujourd'hui été immatriculées par la DGFIP.

Et la phase pilote ne mobilise pas seulement le secteur privé : la sphère publique est également concernée. En effet, quand bien même le volume est sans commune mesure (environ 10 millions de factures par an contre 4 milliards pour le privé, selon les cibles de l'administration), certaines entités publiques sont assujetties à la TVA et pourront donc être amenées à émettre des factures électroniques. *“Nous allons bien faire un pilote qui associera à la fois les éléments de la sphère privée et de la sphère publique, en capitalisant sur l'existence de Chorus Pro, plateforme agréée du secteur public”*, a ajouté Emmanuel Spinat.

Sécurisation des équipements

Le lancement de la phase opérationnelle de l'expérimentation de la facturation électronique intervient dans un contexte particulier pour la Direction des finances publiques, qui a fait face à une panne majeure de son logiciel Hélios, chargé de la comptabilité des collectivités locales, au début du mois. Interrogée sur la sécurisation des plateformes après cet épisode, l'administration s'est voulue rassurante. Aux vues de la *“volumétrie extrêmement importante”* que représenteront les milliards de factures réalisées par an, l'AIFE réalise des tests de performance et de robustesse adaptés, *“et nous pouvons garantir que nous sommes en mesure de les traiter”*, partage Emmanuel Spinat.

Lire aussi : [Un incident « historique » à la DGFIP met les opérations comptables des collectivités à l'arrêt](#)

Si Hélios a paralysé autant de collectivités et d'établissements hospitaliers, c'est qu'un incident technique sur un seul de ses sites suffisait à bloquer toute la machine. Or, dans le cas de la facturation électronique, le modèle est distribué, c'est-à-dire qu'il fonctionne en réseau. *“Nous prenons en compte l'importance de la disponibilité de cette plateforme, a enfin assuré Emmanuel Spinat. Nous avons donc choisi une architecture qui permet de la haute disponibilité, avec plusieurs sites”*. Une structure qui devrait diminuer, le cas échéant, les conséquences d'un incident qui interviendrait sur un site donné.

83 % des Français font davantage confiance aux collectivités locales qu'à l'État pour l'organisation des services publics au niveau local

Simon Gendrel

~2 minutes

À quel échelon les Français accordent-ils le plus leur confiance pour organiser les services publics locaux près de chez eux ? C'était l'une des interrogations du baromètre annuel du service public local, réalisé par l'institut Ipsos, commandé par l'Association des administrateurs territoriaux (AATF).

Menée en novembre 2025 auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 Français, l'étude met en évidence une perception très positive du service public local. Mais c'est bien l'échelon de proximité qui se démarque : 83 % d'entre eux indiquent accorder une plus grande confiance aux collectivités locales plutôt qu'à l'État pour organiser les services publics de leur lieu d'habitation. Une ode à la décentralisation qui fera l'objet d'un projet de loi, lequel succédera à la séquence des élections municipales des 15 et 22 mars prochains, a promis Sébastien Lecornu.

Dans le détail, le baromètre indique que les prestations proposées par les collectivités locales continuent d'être perçues comme étant de bonne qualité, même si l'on observe cette année un recul de cette appréciation positive chez les Français, le taux de satisfaction passant de 82 % à 78 % entre 2024 et 2025.

Ce recul s'accompagne d'un sentiment de détérioration de la qualité des prestations et services publics locaux. Ainsi, 47 % des Français estiment que cette qualité se dégrade, contre seulement 17 % qui jugent qu'elle s'améliore *"par rapport à il y a quelques années"*. Un résultat toutefois à nuancer : pour la première fois, cette perception est en baisse (49 % en 2024), après une progression continue depuis 2018.